

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2098 - VENDREDI 29 AOÛT 2014

Standard & Poor's

La note de la RDC résiste malgré Ébola

Cette déclaration de l'agence américaine a confirmé que la notation d'une vingtaine de pays africains dont la RDC et le Nigéria n'a pas bougé malgré l'effet de psychose alimentée par la progression du virus et la décision de fermeture des frontières terrestres et maritimes par quelques dirigeants. L'analyse de Standard & Poor's ne concerne pas les trois pays les plus affectés, en raison du faible enjeu qu'ils représentent dans l'économie de la sous-région et de la non-couverture de ces pays par ses services.

L'agence américaine s'est plutôt intéressée à la situation d'autres pays importants sur le plan du commerce régional, notamment le Cameroun, le Nigéria, le Sénégal, la RDC et le Burkina Faso. De son point de vue, aucun de ces pays, y compris la RDC et le Nigéria, ne ressent à ce stade un impact sur la notation. Standard & Poor's est une des trois principales sociétés de notation financière qui publie des analyses financières sur des actions et des obligations. [Page 18](#)



Le bâtiment de l'agence américaine Standard & Poor's

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Les tendances sont à la baisse

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme a enregistré, au cours du mois de juillet, cent soixante-onze cas de violations des droits de l'Homme sur le territoire de la RDC. Les provinces les plus touchées sont celles de l'est du pays qui totalisent cent vingt-sept cas dont soixante-seize au Nord-Kivu, trente-cinq en Province Orientale et seize au Sud-Kivu. Toutefois, ces trois provinces ont connu une diminution du nombre de violations des droits de l'Homme par rapport au

mois de juin 2014. Une légère diminution du nombre de violations des droits de l'Homme a été, par ailleurs, constatée dans les provinces de l'ouest par rapport au mois de juin.

Le nombre de victimes résultant de ces violations a connu en définitive, selon la source, une baisse considérable au cours du mois de juillet, passant de six cent dix-neuf victimes à trois cent quatre-vingt-quatorze, soit une baisse de 36%.

[Page 17](#)

Scott Campbell, directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme en RDC

SANTÉ

Des experts congolais à Djera pour renforcer la lutte contre Ébola

Composée des épidémiologistes, des psychothérapeutes et des psychologues cliniciens, des spécialistes en assainissement, la délégation a quitté Kinshasa le 27 août munie des médicaments et autres matériels de protection pour organiser la riposte de l'épidémie de la maladie à virus Ébola à Djera dans le territoire de Boende dans la province de l'Équateur. D'après le Dr Benoit Kebela qui conduit la délégation, le grand défi est celui d'arrêter la transmission du virus Ébola et éviter sa propagation. Il pense que ce défi sera relevé étant donné que Boende est un coin qui a moins de contacts avec d'autres milieux. Pour sa part, le gouvernement a disponibilisé des moyens pour faire face à l'épidémie. Un lot supplémentaire des médicaments et matériels de protection en plus des vélos et des motos ont été récemment expédié vers Djera pour accroître l'efficacité de la riposte. [Page 18](#)

PREMIÈRES JREHB

Le dysfonctionnement de la Fédération nationale de handball mis à nu

Les Premières journées de réflexion sur l'évolution du handball en République démocratique du Congo (premières JREHB) ont bel et bien eu lieu du 8 au 9 août au Centre Bondeko dans la commune de Limete à Kinshasa. Les participants ont constaté que seule une ligne est plus ou moins effective, en l'occurrence, celle du Katanga avec les Associations (ententes) de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Concernant la ville de Kinshasa, ils ont relevé

seulement l'existence de cinq équipes féminines et une dizaine des clubs masculins évoluant dans une entente. L'autre constat amer est celui des autres provinces où cette discipline sportive n'existe pratiquement plus. D'où le plaidoyer des participants en vue de la création d'une nouvelle fédération qui s'attellera à remettre en selle le handball congolais sur la base d'une organisation rigoureuse appuyé par un comité fédéral d'au moins quinze personnes. [Page 19](#)

ÉDITORIAL

Locales

Les élections locales étant fixées, comme chacun sait, au dimanche 28 septembre, nous allons maintenant entrer dans le vif du sujet. Plus question, en effet, de spéculer sur la date du scrutin et de botter en touche, comme on dit, sous prétexte d'une incertitude qui n'existe plus. Désormais tout candidat, toute candidate à un siège dans l'une ou l'autre des assemblées locales va devoir dire de façon claire ce qu'il ambitionne pour la collectivité au sein de laquelle il ou elle veut siéger, mais également se prononcer sur la réforme des institutions à venir. En particulier sur la représentation des institutions traditionnelles dans les assemblées d'État.

Pour dire les choses de façon abrupte et au risque de choquer ceux ou celles qui aimeraient cultiver, quelques mois encore, l'ambiguïté de leur position face aux grandes réformes à venir, les élections locales seront en quelque sorte un pré-référendum. Elles permettront, d'une part, de vérifier sur le terrain le rapport des forces politiques entre partisans et adversaires d'un changement de l'Acte fondamental qui régit notre République et, d'autre part, de mesurer le niveau réel de mobilisation de la population en âge de voter.

Si la campagne est terne et le taux d'abstention élevé, il conviendra de s'interroger sur la méthode à suivre pour dynamiser un corps électoral quelque peu endormi. Si, en revanche, la campagne est animée et le pourcentage de votants élevé la preuve sera faite de façon indiscutable que la nation congolaise toute entière est consciente de l'enjeu des grands scrutins à venir, qu'il s'agisse du référendum, de l'élection présidentielle, ou des élections législatives.

Autant dire qu'au-delà de la désignation des conseils municipaux et départementaux, la partie qui se jouera le 28 septembre sera décisive à tous égards pour la suite des événements. D'où cette question qui vient immédiatement à l'esprit : les formations politiques, de la majorité comme de l'opposition, ont-elles conscience de la responsabilité qui est la leur dans le moment présent ? Et si la réponse à cette question est positive, mettront-elles tout en œuvre pour se faire entendre des électrices et des électeurs dont elles s'approprient à briguer les suffrages ?

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

La DDC réagit au message du chef de l'État

Deux semaines après que le chef de l'État a délivré son message sur l'état de la nation, devant le Parlement réuni en congrès, la Dynamique pour le Développement du Congo (D.D.C), monte au créneau et parle de « bilan mitigé ».



Armand Mpourou (à gauche)

Le président de ce parti, Armand Mpourou, qui a animé un pont de presse à ce sujet le 27 août à Brazzaville, épingle le bilan économique dressé par le chef de l'État. Selon lui, le taux de croissance du Congo à 10%, est contraire à celui énoncé par la Banque mondiale qui l'a situé à 6% en 2014 et à 6,5% en 2015. « De notre point de vue, les indicateurs de la Banque mondiale semblent plus réels d'autant plus qu'en 2013, ce taux s'affichait à 5,3% », a déclaré Armand Mpourou. « Il est à noter que la croissance de

la production nationale n'est en état actuel aucunement un indice du développement économique dès lors qu'elle est générée par des produits pour lesquels le Congo ne maîtrise pas le processus de constitution de prix », a-t-il ajouté.

Regard de la DDC sur le processus démocratique au Congo

Pour ce parti, le Congo est parmi les pays où la démocratie est évaluée à l'échelle la plus basse au regard de son indice qui n'est que de 2,15% contrairement

à celui du Ghana qui est de 78%. Au plan sanitaire, ce parti estime que de grands efforts restent à consentir au regard de l'état actuel de notre système sanitaire. Le Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville reste encore un « milieu hanté ». Le Congo présente un déficit grave en ressources humaines qualifiées surtout en matière de médecine. Il est donc judicieux, a indiqué ce parti, de ne pas être complaisant pour les tests ou concours d'entrée dans les écoles de médecine.

Au plan sécuritaire, la D.D.C pense que les entrées anarchiques des étrangers de tout bord au Congo font courir au pays plusieurs risques au nombre desquels : le terrorisme, l'évasion fiscale, les injustices découlant de la corruption qui est le pivot central du mode opératoire de la majorité des commerçants étrangers. Dans le domaine de l'emploi, la Dynamique pour le Développement du Congo a fait savoir que le taux de chômage de 10% présenté aujourd'hui, ne coïncide pas avec celui présenté par la banque mondiale dans son rapport de 2012. En effet, dans ce document, l'institution a révélé que celui-ci est de 53%. Cette situation, a souligné Armand Mpourou, s'explique par la morosité du climat des affaires et l'inexistence des investisseurs privés au regard de la place qu'occupe le Congo en ce qui concerne le bon climat des affaires soit 183ème sur 189 pays.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagalericongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CRIME SUR LA FAUNE ET LA FLORE

Les chiffres inquiètent les experts

Afin de relever les défis liés à l'exploitation illégale du bois et au commerce illicite de la faune sauvage, les administrations engagées devront davantage travailler en synergie. Il s'agit des écogardes, de la Police, la Justice, la Gendarmerie, la Douane et la Marine.

Le directeur de l'équipe spéciale de l'accord de Lusaka, Bonaventure Ebayi, l'a rappelé à ces différents corps de métiers, le 28 août à Brazzaville, à l'occasion d'une réunion d'échange qu'ils ont eue sur le

Le directeur de l'équipe spéciale de l'accord de Lusaka, Bonaventure Ebayi, l'a rappelé à ces différents corps de métiers, le 28 août à Brazzaville, à l'occasion d'une réunion d'échange qu'ils ont eue sur le

a enregistré 90 cas de saisies importantes dont 74 ivoires d'éléphants et 82 cornes de rhinocéros. En outre, les derniers rapports du programme de suivi des abattages illégaux d'éléphants ont également démontré qu'en Afrique, 17000 éléphants auraient été abattus en 2011, 15000 en 2012 et 14000 en 2013.

« La complexité actuelle du

rille, le chimpanzé ainsi que le trafic de leurs spécimens et produits restent un défi majeur auquel nous sommes tous confrontés », a déclaré le directeur de l'Équipe spéciale de l'accord de Lusaka.

Quelles mesures sont préconisées ?

Pour faire face à ces problèmes, les pays membres devraient selon lui, préciser les domaines d'action prioritaires, les structurer, les planifier puis définir leur mode d'exécution. Les mandats respectifs d'institutions et des personnes habilités en la matière, la coopération bilatérale, la collaboration inter-service et intersectorielle devraient de même être respectés. Rassurant l'engagement du Congo à participer à ce combat, le directeur de cabinet du ministre de l'Économie forestière et du développement durable, Michel Elenga, a indiqué que le Congo organisera l'année prochaine, avec l'appui de la Communauté internationale, une conférence internationale sur la problématique. L'objectif étant d'éveiller les consciences des parties prenantes de cet accord à lutter efficacement contre le tra-

fic des produits de la diversité biologique.

Il convient de rappeler, a-t-il ajouté, que « chaque État dispose d'un arsenal juridique et institutionnel qui garantit la conservation des ressources naturelles. Le problème qui se pose à ce jour, se trouve à deux niveaux. Le premier est rattaché à l'insuffisance des moyens techniques et financiers, le second concerne par contre le degré de conscience et de considération que chacun de nous accorde aux questions de conservation de la nature ».

Adopté en 1999, l'accord de Lusaka est un partenariat multilatéral signé en Zambie au terme d'une conférence ministérielle tenue sous les auspices du Programme des Nations unies pour l'environnement. Il vise l'exécution par les parties prenantes des activités susceptibles de réduire et même éliminer ce commerce illicite en Afrique. À ce jour, neuf pays sont membres dont le Congo. Bien d'autres États poursuivent leurs processus d'adhésion.

Lopelle Mboussa Gassia



Le directeur de cabinet du ministre de l'Économie forestière au centre présidant la séance de travail «photo adiac»

thème de « La lutte concertée contre le crime sur la faune et la flore en Afrique. »

à travers le monde. Ces cinq dernières années par exemple, l'Équipe spéciale de Lusaka

braconnage notamment d'espèces protégées comme l'éléphant, le rhinocéros, le go-

MARCHÉS PUBLICS

Un annuaire pour contacter les entreprises

Plus de 750 entreprises sont inscrites et répertoriées dans un bulletin spécial de 79 pages, édité par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP). Ce document est disponible au sein de l'institution et concerne toutes les entreprises participant à la commande publique.

Le directeur général de l'ARMP, David Martin Obami, a présenté ce bulletin le 28 août à Brazzaville à quelques organes de la presse écrite et audiovisuelle. On peut lire sur la page de couverture, bulletin spécial sur les grandes entreprises ; les petites et moyennes entreprises ; les très petites entreprises et les entreprises artisanales à l'ARMP.

Les différentes entreprises contenues dans le document ont été recensées et classées selon la typologie ainsi qu'il suit : raison sociale, année de création, adresse complète, spécialité, catégorie et téléphone. Un travail effectué à la suite des ateliers de formation, à l'actif des entreprises, organisés à travers le pays. Ce classement est élaboré par branches d'activités : travaux, fournitures, services courants et prestations intellectuelles. Toutes les entreprises sont répertoriées par localités avec en tête Brazzaville et Pointe-Noire. Ainsi, les maîtres d'ouvrage et

délégués ; administrations et particuliers disposent désormais d'un outil indispensable. Pour les premiers, l'annuaire leur permettra de réaliser toutes les formes d'achats publics autorisés par le code des marchés publics. Et pour les seconds, ils pourront accéder aux services de proximité. « L'ARMP vient donc par le biais de ce bulletin spécial d'établir un relais entre l'administration publique et les acteurs économiques dans la perspective de faciliter l'accès aux services de proximité et de contribuer de facto à la promotion du secteur privé national pour relever les défis du développement économique dans notre pays », a déclaré David Martin Obami.

L'édition de ce bulletin spécial s'inscrit dans le cadre des missions de l'ARMP en vue de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique et au développement du cadre professionnel. Elle répond aussi



Une vue des participants

à deux préoccupations majeures : promouvoir le secteur privé national et favoriser la création de richesses, d'emplois considérés comme un facteur de stabilité sociale.

Ce bulletin est le fruit du partenariat entre le ministère des Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat et l'ARMP. Les deux partenaires se sont engagés dans la formation des grandes, petites, moyennes, très petites entreprises et artisanales

en vue de faciliter leur accès aux marchés publics. En revanche, il revient aux potentiels candidats aux marchés publics de se faire connaître auprès des maîtres d'ouvrage et autres par le biais des supports publicitaires. Aussi, il leur est recommandé de développer le réflexe d'initier les candidatures spontanées afin de ne pas demeurer tributaire des appels d'offre.

Le bottin sera réactualisé dans un intervalle de temps qui sera

défini. Ceci, en fonction des sollicitations qui pourront intervenir à la suite de cette publication et des résultats. Au-delà d'une base de données, il s'agit de faire vivre les petits métiers.

« Ce travail va se poursuivre (...) lorsque l'écho va s'étendre, nombreux viendront à nos portes. Nous devons faire la vulgarisation afin qu'il soit largement diffusé », a conclu David Martin Obami.

Nancy France Loutoumba



**Recherche des Professionnels de la Mécanique de Maintenance
pour un programme de compagnonnage avec son client,
un des leaders mondiaux dans les métiers de la logistique et du transport**

Au sein de la DTM (Direction Technique et Matériel) basée à Pointe Noire,
sous la responsabilité de votre Chef d'équipe « métier », en tenant compte de l'activité de l'exploitant et en rendant compte auprès de votre Chef d'équipe
vous agirez en tant que professionnel spécialisé, à savoir :

1) Mécanicien

Vos missions principales seront de :

- Diagnostiquer les pannes
- Analyser les pièces démontées et analyser le problème pour informer sa hiérarchie directe
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation de ses heures au plus juste par segment
- Connaître et mettre en œuvre les règles d'organisation et de rangement de la DTM
- Respecter et Suivre les règles de sécurité HSE
- Nettoyer et ranger son poste de travail
- Remonter les informations de son activité auprès de sa hiérarchie directe

Vous serez amené à vous déplacer afin d'assurer une réparation sur d'autres sites, sans analyse technique complexe.
Plus particulièrement, vous devrez en tant que mécanicien spécialisé

1.1) Composants	1.2) Remorques	1.3) PL	1.4) Entretien	1.5) TP
assurer la réparation des composants de nos différents matériels (moteur, boîte, commande finale ... etc.)	assurer la réparation des différentes remorques du parc remorques	assurer la réparation des tracteurs routiers et PL	assurer les entretiens périodiques de nos différents matériels c'est à dire :	assurer la réparation des chariots élévateurs et machines de travaux publics,
- Assurer le démontage et remontage des composants - Expertiser et contrôler les pièces (métrologie)	- Réparer les différents circuits électrique et pneumatiques des remorques - Etablir les listes de pièces de rechange	- Réparation des différents circuits et composant de PL - Etablir les listes de pièces de rechange	- Effectuer les entretiens périodiques selon les prescriptions du constructeur - Faire remonter les anomalies constatées lors des entretiens à votre responsable hiérarchique	

vous êtes titulaire d'une formation et/ou diplôme de base en mécanique générale (CAP/BEP/ Bac Pro), le BTS serait un plus, votre expérience de 5 ans minimum vous a permis d'acquérir de bonnes bases mais aussi de savoir lire et interpréter les différents schémas mécaniques de votre spécialité.

Réf: MECC2014/ABL/KAC	Réf: MECR2014/ABL/KACC	Réf: MECPL2014/ABL/KACC	Réf: MECE2014/ABL/KACC	Réf: MECTP2014/ABL/KACC
-----------------------	------------------------	-------------------------	------------------------	-------------------------

2) Electriciens

L'électricien assure les réparations et diagnostics sur les circuits électriques des différents matériels de l'atelier en tenant compte de l'activité de l'exploitant, mais aussi en rendant compte au chef d'équipe.

Vos missions principales seront de

- Diagnostiquer des pannes
- Assurer le démontage et remontage des composants électriques
- Expertiser et contrôler des pièces
- Analyser les pièces démontées
- Appliquer les procédures de réparation établies
- Suivre les consignes de son chef d'équipe
- Comprendre et appliquer les spécifications « constructeur »
- Assurer la ventilation des ses heures au plus juste par segment
- Suivre les règles d'organisation et rangement de la DTM
- Suivre les règles de sécurité HSE
- Réaliser des listes de pièces : inventaire, pièces à acheter, à réparer, à faire usiner car ne sont plus produites

Riche d'une formation de base en électricité VL, PL ou TP, et titulaire d'un BTS minimum, vous démontrez d'une expérience de 5 ans en électricité TP, PL et VL, vos connaissances sur les groupes électrogènes et électricité en bâtiment seront un plus. Conscientieux et prudent,

Réf: ELEC2014/ABL/KACC

3) Magasiniers Pièces détachées

Le magasinier assure la gestion rigoureuse des mouvements « entrées et sorties » de pièces de rechange, tout en optimisant le réapprovisionnement, et en proposant des solutions d'amélioration pour les pièces les plus movimentées.

Le Magasinier a pour tâche d'exécuter les opérations suivantes

- Réception des PDR
- Livraison des PDR
- Contrôler la conformité de la livraison
- De stockage
- Tenue des stocks
- Suivi du stock et réapprovisionnement
- Préparation de commande pour l'atelier par anticipation (entretien)
- Effectuer les inventaires
- Peut réaliser des opérations de manutention à l'aide de matériel de manutention léger et d'emballage
- Nettoyer et ranger la zone de travail conformément aux règles de la DTM
- Suivre les règles de sécurité et HSE

De formation initiale en Gestion administrative, ou magasinier ayant une expérience confirmée, vous démontrez d'une expérience de 2 ans dans la gestion de stock de pièces. Ouvert d'esprit, vous êtes méthodique et ordonné, et vous vous appuyez dans votre métier sur l'utilisation de la bureautique pour optimiser votre action (environnement Windows)

Réf: MAG2014/ABL/KACC

Rigoureux, ouvert, curieux d'apprendre et de développer vos compétences métiers dans une structure dynamique, vous souhaitez renforcer vos acquis auprès de professionnels aguerris, et vous impliquer dans un groupe leader qui vous amènera vers l'excellence.

Vous êtes congolais de République du Congo, dynamique et prêt à vous investir dans ce programme de développement des compétences,
écrivez nous à l'adresse suivante, avec la référence de votre métier (comme ci dessous),
kacc.carriere@yattoo.com, jusqu'au 20 septembre 2014.
Nous attendons votre cv et votre lettre de motivation

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

«L'Europe fait beaucoup pour reconstruire et développer la Palestine. Mais elle ne doit pas être simplement un guichet auquel on s'adresse pour panser les plaies d'un conflit récurrent»

François Hollande, président français, le Nouvel Observateur, 28 août 2014

« Quand un échec politique rencontre problème judiciaire et moral, la conjonction devient mortelle. »

Jean-Luc Mano, spécialiste de la vie politique française, journaliste et conseil en communication, Jol Press, 27 août 2014

« S'il y a une crise dans le journalisme, le conflit arabo-israélien le met en évidence comme jamais. »

Izzy Lemberg, journaliste et récipiendaire du prestigieux prix Edward R. Murrow basé à Jérusalem, The Times of Israël, 28 août 2014

« La dimension structurante de ma pensée, c'est la liberté. La mienne et celle de l'autre. D'ailleurs, je n'offre pas mes ouvrages. Car les offrir, c'est les imposer. »

Mohamed Talbi, historien et penseur tunisien, Jeune Afrique, 28 juillet 2014

« En musique, en chanson, on ne fait pas de promesses. On donne une grille de lecture possible à ceux qui ont ce ressenti d'injustice mais qui sont perdus dans la complexité des choses et n'envisagent aucune solution. »

FORMATION

Comment transformer le cacao et la banane ?

La formation organisée, par le Centre d'appui à la technologie et l'innovation (CATI), concerne les adhérents de la Chambre de commerce, notamment les agriculteurs, aux technologies de transformation des produits tels que le cacao et la banane.

Cette formation est axée sur « L'accès aux informations relatives aux technologies de transformation des produits agricoles ». Elle vise aussi à réduire l'écart technologique constaté entre l'Afrique et les pays occidentaux. Au total, les participants ont eu droit à six sous thèmes développés par des spécialistes.

« Je n'ai qu'un seul mot à dire : ça été formidable. Formidable parce que cette formation a

permis à nous pratiquants de terrain, de renforcer nos capacités. C'est ce qui manquait depuis fort longtemps aux agriculteurs. Désormais ce genre de séminaire nous permettra d'associer l'expérience de nos parents avec la nouvelle technologie », s'est réjoui David Tezzo, coresponsable de la section Agriculture et élevage de la chambre de commerce de Brazzaville.

Parfait Akourou Nguenga, agent agri-développement, a témoigné sa gratitude à l'endroit du CATI. « Je suis émerveillé de cette formation parce que les occasions comme ça nous manquaient. Nous sortons de là bien garnis d'informations et avec tous ces outils que nous avons acquis dans la re-

cherche, nous pouvons désormais nous exprimer en toute liberté. Chose qui ne se faisait pas auparavant », a-t-il déclaré.

En dehors du cacao et de la banane, les participants ont souhaité bénéficier des formations sur d'autres cultures tels que l'igname, les taros, la pomme de terre, etc.

Rappelons que cette formation coordonnée par la directrice de l'antenne nationale de la propriété industrielle, Bernadette Oniangué, s'inscrit dans le cadre de la poursuite des sessions de formation que le CATI organise en vue de la mise en œuvre des accords signés le 23 septembre 2010 avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Firmin Oyé

CONSOMMATION

Le comportement de MTN pointé du doigt

Dans un communiqué de presse publié le 27 août, l'observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) déplore le refus de dialogue qui caractérise la société MTN Congo.

L'association rappelle que le 15 mars dernier, à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale des droits des consommateurs, il avait été évoqué l'insuffisance d'informations sur les offres des services par les opérateurs. En rappel, le thème de cette journée était : « Fixons nos droits en matière de téléphonie ».

Les plaintes portaient sur la réception des messages indésirables, les retraits abusifs des crédits à des services non souscrits préalablement, la défectuosité des liaisons téléphoniques, etc. Cependant, ces plaintes ne sont pas liées aux difficultés de réseau que traverse la société MTN Congo. Elles relèvent toutes du management et du marketing, signale-t-on.

Selon l'O2CD toutes ces doléances constituent des cas de violation aux droits d'être informé et supposent la réparation des torts car, explique-t-on, la satisfaction des besoins de base est un droit. En effet, le droit à la réparation permet de recevoir une prise en compte honnête des plaintes justifiées comprenant une compensation pour un manque de représentation, des biens défectueux ou des services insatisfaits. En revanche, le droit à être informé nécessite que l'on donne des informations nécessaires pour permettre un choix avisé et être protégé contre les publicités et les labels malhonnêtes ou trompeurs.

Dans le souci d'améliorer les choses, l'O2CD a suggéré à MTN Congo, particulièrement,

de corriger l'offre du service Portail religieux ; d'informer correctement sur les clauses liées à l'utilisation des offres spéciales ; d'affecter un pourcentage sur les ressources perçues indûment sans le consentement des consommateurs à l'organisation des campagnes d'éducation et de présenter des excuses pour les préjudices subis.

Notons que l'agence de régulation des postes et communications électroniques avait infligé à Airtel et MTN, en avril dernier, une amende égale à 1% de leurs chiffres d'affaire respectifs déclarés en 2013. Ceci, à la suite des plaintes des consommateurs face à la mauvaise qualité du réseau. Cinq mois plus tard, le changement n'est pas encore perceptible en dépit du plan d'investissement d'environ 35 milliards au total pour les deux sociétés, annoncé en juillet.

Nancy France Loutoumba



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP01	Planification et gestion des projets avec MS Project	5 jours	01 au 05 Septembre 2014
MDP12	Reporting et communication en management de projets	3 jours	09 au 11 Septembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	15 au 19 Septembre 2014
MDP07	Suivi-évaluation des projets et programmes	5 jours	22 au 26 Septembre 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

Site web : www.iprc-training.org

BP : 537 Brazzaville - République du Congo

RECRUTEMENT

La société ATV
Recrute des hommes et femmes pour le développement
de son secteur commercial.

Profil :

- Etre âgé de 25 ans au moins
- Avoir le sens de la communication
- Une bonne présentation
- Un bon niveau en français

Pour tout renseignement veuillez contacter nos services au :

-06 639 03 63

-06 993 08 08

NB : Nombre de place limité.

NÉCROLOGIE

Tsinyindou Diatounga
Parfait agent dépêches et la
famille Opoudza ont le regret
d'annoncer aux familles :
Essènguè Ô Tongo,
Ngwabola, Abongo Tsambi,
Andinga Ô Mwayé, Ossèli,
Ongatsongo Ô Pouma,
Okoulou-Elenga (Ipounou),
Ekiènguè
Et Gambomi Ô Oyongo, le
décès de leur fille Opoundza
Annie Clarisse survenu le 21 août
2014 au CHU de Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient
au 56, rue Mokakembe à
Ngamakosso.
L'inhumation à lieu ce vendredi 29 août au cimetière privé
«La Grâce» à Itatolo.



IN MEMORIAM

28 Août 1981 – 28 Août 2014

À l'occasion des 33 ans du décès de leur PAPA
Charles-François BEMBELLY FOUTI, Inspecteur des
PTT, décédé le 28 août 1981, Monsieur Roland BEM-
BELLY et tous les enfants BEMBELLY vous informent
qu'une messe sera dite, pour la paix et repos éternel de
son âme, le dimanche 31 août 2014 à l'Eglise Sainte
Bernadette de Champigny sur marne et de Saint Jean
Bosco.

« Quand le philosophe, quand le poète, se repose, ses
idées continuent de combattre... » Victor HUGO.
Ayant une pensée pieuse pour lui à cette occasion.

COMMUNIQUÉ

L'épidémie de fièvre hémorragique Ébola qui continue de s'étendre en Afrique de l'Ouest, a contraint les pays de la région, y compris la Côte d'Ivoire, à mettre en place des mesures préventives allant jusqu'à la fermeture de leurs frontières.

Aussi, faisant suite au communiqué de l'État de Côte d'Ivoire du lundi 11 août 2014, la compagnie Air Côte d'Ivoire se voit dans l'obligation de suspendre ses vols vers la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia.

Air Côte d'Ivoire s'excuse auprès de son aimable clientèle pour tous les désagréments subis en raison de cette situation indépendante de sa volonté et assure qu'elle reprendra ses vols dès la normalisation de la situation.

La compagnie tient à exprimer toute sa compassion à l'endroit des pays touchés par cette grave épidémie.

La Direction Générale

SOCIÉTÉ CIVILE

Bernard Yves Mahoungou Massila élu président de la Caresco

Le président par intérim a été confirmé à la tête de la Coordination des associations et réseaux de la société civile du Congo (Caresco), lors de l'assemblée générale extraordinaire organisée les 27 et 28 août à Brazzaville



Le nouveau promu dirigera un bureau exécutif national de dix-neuf membres. Il sera suppléé par quatorze vice-présidents dont Christian Grégoire Epouma, Galessamy Ibombot, Guy Georges Nganga et Julienne Mavoungou Makaya. Les participants ont également mis en

place un commissariat aux comptes de six personnes présidé par Vincent Kimbeteké. Chaque vice-président se chargera d'un domaine donné. Le nouvel élu s'est fixé comme priorité le respect des attributions des uns et des autres.

« *Souvent on ne reste pas dans son couloir, que chacun exerce sa tâche par rapport à son domaine d'activité. Chaque chef de département va s'atteler dans son couloir* », a précisé Bernard Yves Mahoungou Massila.

Qui est le nouveau président de la Caresco ?

Le député de la circonscription électorale de Kimongo, dans le département du Niari depuis 2002, est né il y a 61 ans. Titulaire d'un doctorat en Sciences économiques, Bernard Yves Mahoungou Massila a occupé les fonctions de directeur commercial et directeur général de Lina-Congo. Il fut également chargé de cours à l'université Marien-Ngouabi et juge titulaire à la haute cour de justice. Dans la vie associative, ce membre du Parti congolais du travail est président de l'Association pour le développement de Kimongo.

Parfait Wilfried Ndouniama

HANDICAPÉS DU CONGO

Jean de Dieu Goma réélu à la tête de l'Unhaco

Au terme de deux jours des travaux de la cinquième assemblée nationale de l'Union nationale des personnes handicapées du Congo (Unhaco), Jean de Dieu Goma a été réélu à l'unanimité pour un mandat de quatre ans.

Le secrétariat exécutif national compte huit secrétaires et un commissariat aux comptes de trois membres.

Après son élection, Jean de Dieu Goma a rappelé que les missions actuelles consistent en la redynamisation des structures de base ; la construction du siège de l'Unhaco et en la visibilité de l'Union nationale des personnes handicapées au plan international.

« *Je continuerai à travailler avec les membres élus à mes côtés pour le bien des personnes handicapées du Congo. Nous allons regarder la loi no 009-92*



du 22 avril 1992, portant statut ; protection et promotion de la personne handicapée qui présente encore ses limites au regard de la nouvelle convention relative aux droits des personnes handicapées »

Lydie Gisèle Oko

AFFAIRE MARCEL NTSOUROU

Début des confrontations des accusés

Après l'étape des auditions des témoins, la Cour criminelle a démarré le 28 août avec la confrontation de quelques accusés comme l'avaient souhaité le parquet général et les avocats de la défense.

Pour cette journée inaugurale des confrontations, à la demande du procureur général près la Cour d'appel de Brazzaville, Théophile Mbisi, la Cour a confronté Minichelot Giscard « le Blanc » à quelques officiers supérieurs dont il avait cité les noms lors de son audition. Parmi ces officiers se trouve l'ex-colonel Marcel Ntsourou. Pour la journée du 28, la cour a entendu les commandants Raphaël Sah et Djolé, les colonels Prince Arnaud Ngoua, Benjamin Okouya, et Clément Obouo.

En effet, le ministère public voudrait, à travers la confrontation de ces accusés, avoir le mobile des visites régulières que ces officiers effectuaient au domicile de Marcel Ntsourou comme avait déclaré Minichelot lors de ses auditions. De ces confrontations, on retiendra que les accusés Raphaël Sah et Benjamin Okouya qui ont reconnu avoir fréquenté le domicile de Marcel Ntsourou, ont taxé Minichelot Giscard « le Blanc » de « menteur ». Le cas du colonel Okouya, cité pour avoir remis une somme de 10 000 FCFA. « *Je suis désolé, je ne connais pas ce jeune, c'est un grand menteur. Marcel Ntsourou c'est mon cadet* », a dit Benjamin Okouya.

Quant à Raphaël Sah, Minichelot l'avait cité comme celui qui approvisionnait le colonel Ntsourou en riz (deux sacs) et bidon d'huile. « *Je rendais visite au colonel Ntsourou, mais je n'ai pas offert du riz et d'huile à son domicile. J'étais en stage à l'académie militaire Marien-Ngouabi pendant sept mois jusqu'en octobre* », a-t-il témoigné devant la barre.

S'agissant d'une éventuelle rencontre des colonels Prince Ngoua « Américain » et Marcel Ntsourou, telle que mentionné dans le procès-verbal, Minichelot a expliqué qu'il l'a su à travers un collègue. Ce que l'intéressé a nié, affirmant être en mission à l'étranger jusqu'au 10 décembre.

Marcel Ntsourou doit assumer ses responsabilités

La dernière confrontation a opposé Miniche-

lot Giscard à Marcel Ntsourou. Le procureur général qui a demandé cette confrontation voudrait vérifier les informations sur l'approvisionnement de l'ancien colonel en armes, leur distribution à ses éléments, leur lieu de stockage ainsi que la personne qui dirigeait les opérations le 16 décembre 2013. Avant de répondre aux questions, Marcel Ntsourou a indiqué que la vraie confrontation était avec la force publique. Qu'à cela ne tienne, le principal accusé et son « homme de main » sont revenus sur leurs déclarations lors des auditions. Ils ont cité les noms des adjudants Ngué Missié et Ernest Ngouala, tous deux tués dans les affrontements du 16 décembre.

L'ex-colonel ne reconnaît pas ces armes même si elles ont été trouvées à son domicile. « *Ce ne sont pas mes armes, peut-être que les jeunes qui me fréquentaient les gardaient dans les voitures. Je ne pouvais diriger les combats parce que je n'avais pas les moyens de liaison, surtout que nous étions encerclés. Ce n'est que le 16 décembre que j'ai vu des gens avec des armes pour se défendre* ». Lorsque le président de la Cour criminelle, Christian Oba, demande à Minichelot pourquoi il disait que le colonel Ntsourou doit prendre ses responsabilités, l'intéressé a répondu que c'est parce que les événements se sont déroulés à son domicile. « *Il n'a pas tort puisque les gens se trouvaient chez moi, même ceux qui voulaient rentrer la veille : visiteurs et parents. J'assume ma responsabilité dans cette affaire. Le domicile qui a été attaqué a été le mien* », répond Marcel Ntsourou. L'autre fait qui a attiré l'attention de la salle, est le fait que Minichelot a dit que Marcel Ntsourou se servait de bouclier humain à son domicile. « *Je constituais un bouclier humain ?* », s'est interrogé Marcel Ntsourou. « *Oui* », répond Minichelot. Et d'ajouter : « *Quand j'ai constaté la présence des gens sans armes à mon arrivée à ton domicile en octobre, je me suis dit que le colonel était en train de constituer un bouclier humain.* » Les confrontations du ministère public vont se poursuivre vendredi avec les oppositions Tamba/André Sahous/Alain Obami, Jean Joseph Mabiala/Marcel Ntsourou. La défense va, quant à elle, confronter trente-cinq accusés.

Parfait Wilfried Douniama

BRAVO!
aux lauréats du Bac
2014

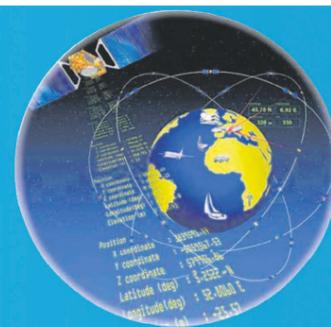
idhem
INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'HOMME,
DE L'ENTREPRISE ET DE MANAGEMENT
ECOLE PRIVEE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
AGREE PAR L'ETAT

Orientez-vous vers IDHEM pour votre Formation en :

- *Assistant de Direction
- *Assurances Banque et Microfinance
- * Communication des Entreprises
- *Comptabilité et Gestion des Organisations
- * Gestion des Ressources Humaines
- * Management des Unités Commerciales
- * Secrétariat de Direction

TELEPHONE: 05 545 69 55 / 06 652 63 27
E-mail: idhem_congo@yahoo.fr

AMC Telecom



Internet à partir de **9.000 FCFA**

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

TECHNOLOGIE

Les Jcertif 2014 feront le plein d'innovation

L'un des plus grands événements dans le domaine du développement d'applications Web et mobiles en Afrique Centrale se tiendra à Brazzaville du 8 au 12 septembre 2014 à la Bibliothèque Universitaire, et du 13 au 14 septembre à l'Institut Français.

JCertif 2014 réunira l'ensemble des acteurs clés de l'industrie des TIC pour un rendez-vous sans précédent. Avec un pic d'environ 1000 participants l'année dernière, cette fois-ci l'évènement attend plus de 2500 participants, experts et partenaires, et ouvre de nouveaux centres d'expertises pour le grand plaisir des développeurs qui aiguilleront leur niveau.

La conférence reste fidèle à ses objectifs : promouvoir l'innovation à travers les technologies de l'information et des télécommunications en offrant des conférences, des formations ainsi que des ateliers de certification en programmation sur divers plateformes technologiques. À l'instar des cinq jours complets de formation dans divers technologies dont : Java, Java EE, Android, IOS (IPhone et iPad), HTML5, Cloud, Web Design et réseau télécom, Jcertif offre deux journées entièrement aux dernières innovations technologiques. Du côté des JcertifLab, un grand clin d'œil sera fait aux applications embarquées, avec les derniers produits high Tech comme les lunettes intelligentes Google Glass et la montre Samsung Gear Live.

Plus de 25 présentations et démonstrations d'experts sur des technologies sont à l'affiche des Jcertif Conférence. Au Jcertif University, les organisateurs

annoncent plus de 120 ateliers de formation et cours gratuits en développement d'applications Web, mobiles et d'entreprise. Cette année il faut compter avec les Jcertif Education qui proposeront aux étudiants les plus méritants un service de coaching ainsi que leur intégration dans des projets de développement Open Source pour le Web et le mobile.

L'année dernière, lors d'une interview le président de Jcertif International, le congolais Max Bombhel plaide l'importance d'applications dans le développement du pays. « C'est la solution aux problèmes parfois décriés. C'est grâce aux applications que nous améliorerons nos systèmes de gestion. Si en un clic un médecin peut avoir l'historique d'un patient, cela peut contribuer à l'amélioration de notre système de santé. C'est un exemple ! », développait-il.

Les Jcertif 2013 ont stimulé le besoin de formation chez des milliers de jeunes programmeurs et passionnés congolais dont certains se sont constitués en startup. « Ils seront encore plus nombreux cette année à vouloir relever le niveau ou apprendre tout simplement », estime Max Bombhel. Selon lui, la conférence a aussi permis aux entreprises de saisir l'importance d'investir dans les applications gage de croissance à l'heure où les TIC sont au cœur des processus de développement. Jcertif 2014 est organisé en collaboration avec Oracle Corporation, Google et IBM sans compter les entreprises locales décidées d'accompagner cette vague technologique qui transforme peu à peu le visage de la société africaine.

Quentin Loubou

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La Chine joue un rôle prépondérant dans le développement du secteur en Afrique

Ces dernières années une évolution prodigieuse est constatée dans la croissance des télécommunications en Afrique, notamment avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs et une baisse des frais d'Internet. La Chine a contribué efficacement à ce développement rapide.

« La Chine, permet un meilleur développement de cette industrie en Afrique », estime Hamadou Toure, secrétaire général de l'association internationale des télécommunications, cité par Afrique Inside. Pour sa part, Zhao Houlin, vice-secrétaire général de l'association internationale des télécommunications relève : « On doit le développement des télécommunications en Afrique, au partenariat avec des entreprises chinoises, ces dernières détenant la moitié des parts du marché africain en tant que fournisseur. Dans certains pays africains, ce taux s'élève même à 70% » L'apport des Chinois dans la croissance des télécommunications en Afrique a permis de casser le monopole détenu dans le continent depuis des années par les géants des télécoms occidentaux. Les Chinois ont contribué à faire baisser le prix des communications, indique un rapport rendu public par une structure américaine en 2011. Cela dit, il faut souligner que la Chine n'est pas le

seul pays à s'intéresser au secteur des télécommunications en Afrique. Des compagnies du Japon, du Brésil ou encore de l'Inde ont elles aussi affiché leurs objectifs d'investir dans le continent.

D'après les prévisions de la Conférence des informations et des technologies des télécommunications en Afrique, qui s'est tenue l'année dernière, le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles en 2012 a atteint 761 millions. Ce chiffre devrait atteindre plus d'un milliard en 2015, alors qu'en 2020, 80% des Africains auront accès à Internet.

Selon des experts, cette impressionnante évolution est due à la réforme sur les télécommunications menée dans plusieurs pays, l'ouverture du marché et l'entrée des géants internationaux dans ce secteur, mais aussi aux soutiens et aides accordés par des pays étrangers. Le journal East African justifie cette évolution au fait que plusieurs centres de recherche et des filiales de Nokia, Siemens et Vodafone fleurissent déjà un peu partout sur le continent africain.

Hormis les pays occidentaux qui investissent dans les télécommunications en Afrique, d'autres entreprises s'emploient aussi à développer ce secteur porteur. C'est le cas de la filiale nigériane de l'opérateur émirati Etisalat qui a annoncé en début août la vente de 2 136 de ses tours télécoms au groupe IHS, spécialisé dans la gestion de pylônes en Afrique. Le montant de l'opéra-

tion pourrait atteindre 400 millions de dollars. Elle porterait à 6 540 le nombre de tours possédées et gérées par IHS au Nigeria. Il s'agit ainsi de la première transaction d'envergure de ce type pour un opérateur mobile au Nigeria. IHS s'est engagé de son côté à investir 100 millions de dollars dans ces tours qui devraient être dotées de générateurs plus perfectionnés ou de batteries plus performantes. « La décision de vendre nos infrastructures à un partenaire commercial expérimenté comme IHS s'inscrit dans notre stratégie d'étendre la couverture et les capacités de notre réseau », a expliqué le directeur général d'Etisalat Nigeria, Matthew Willsher. Cette cession-bail permet aussi au groupe de réduire les coûts de fonctionnement de ces tours. De cette manière, Etisalat peut concentrer ses efforts à améliorer son réseau et à accélérer le déploiement de la 2G et de la 3G au Nigeria. Signalons qu'Etisalat est une société en plein essor en Afrique et ailleurs. Elle est actuellement présente dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. En novembre de l'année dernière, après des mois de tractations, Vivendi annonçait, dans un communiqué, la vente de sa participation de 53% dans Maroc Telecom au groupe Etisalat, pour la somme de 4,2 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires du groupe émirati s'élève à 9 milliards de dollars.

Nestor N'Gampoula

LYCEE ST EXUPERY

CALENDRIER DE RENTREE SCOLAIRE 2014-2015

LUNDI 01 SEPTEMBRE 2014 – PRE-RENTREE DES PERSONNELS

9h 00-10h	Réunion de l'ensemble des personnels	Salle de permanence
10h-11h	1er degré : réunion avec M. le Directeur 2nd degré : réunion avec M. le Proviseur	Salle de réunion Salle de permanence
11h 15	Pot de rentrée	Petit Prince
14h 00 - 15h 30	Réunion des professeurs des écoles avec M. Le Directeur et des professeurs du secondaire en conseils d'enseignement	Salle de réunion pour le 1 ^{er} degré
	Pour les conseils d'enseignement, les collègues de chacune des disciplines se retrouveront dans une salle de leur choix et un compte rendu écrit sera remis au Proviseur à l'issue.	

MARDI 02 SEPTEMBRE 2014 – Rentrée échelonnée des élèves

8h	CM2 et 6 ^e
8h30	CM 1 et 5 ^e
9h	CE2 et 4 ^e
9h30	CE1 et 3 ^e
10h	CP et 2 ^e
10h30	GS et 1 ^{ère}
11h	MS et Terminale
Fin de la journée pour tous le Mardi 02 septembre à 13h. Reprise des cours selon l'emploi du temps normal à compter du Mercredi 03 septembre 2014.	

L'accueil des élèves, après l'appel fait par M. Le Directeur et M. Le Proviseur sera assuré par le professeur principal (voir note explicative des modalités de l'accueil) ou le professeur des écoles en charge de la classe.

Pendant l'accueil des élèves l'ensemble des autres professeurs essaiera de venir se présenter à ses élèves, de donner brièvement des consignes préalables pour chaque discipline.

Rentrée 2014/2015 pour les élèves de petite section :

La rentrée se déroulera sur les 2 premiers jours de la première semaine. Chaque groupe d'élèves sera accueilli un seul jour durant celle-ci, selon ce calendrier :

–Mardi 2 septembre : de 7h45 à 12h 15
Elèves dont le nom de famille commence par A B C D E F G H I J

–Mercredi 3 septembre : de 7h45 à 12h 15
Elèves dont le nom de famille commence par K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

À partir du jeudi 4 septembre, tous les élèves seront accueillis en même temps.



CCNA – Coaching de préparation Examen 200-120

Les points abordés

- Operation of IP Data Networks
- LAN Switching Technologies
- IP addressing (IPv4 / IPv6)
- IP Routing Technologies
- IP Services
- Network Device Security
- Troubleshooting

Les plus :

- Evaluations de niveau
- Examen blanc dans les conditions réel
- Documents et outils de préparation remis à chaque Candidat



Durée	Date	Lieu
5 jours	Du 19 au 24 Septembre 2014	OFIS Pointe-Noire

750 000 FCFA

Implementing Cisco IP Routing (CCNP - ROUTE)

Les points abordés

- Planification des services de routage
- Mettre en œuvre une solution basée sur EIGRP
- Mettre en œuvre un réseau multi-aire basé sur une solution OSPF
- Mise en œuvre de la redistribution en IPv4
- Mettre en œuvre le contrôle de chemin
- Connexion d'un réseau d'entreprise vers un réseau ISP

Durée	Date	Lieu
5 jours	Du 22 au 26 Septembre 2014	OFIS Pointe-Noire

1 000 000 FCFA

Mettre en œuvre Cisco MPLS V2.3

Les points abordés

- Présentation des concepts MPLS
- Affectation et distribution des labels MPLS
- Implémentation de MPLS en mode paquet et en mode cellule sur l'IOS
- Technologie MPLS VPN
- Implémentation de MPLS VPN sur l'IOS
- Caractéristiques avancées de MPLS VPN
- Accès Internet depuis un VPN

Durée	Date	Lieu
5 jours	Du 29 Septembre au 03 Octobre 2014	OFIS Pointe-Noire

1 500 000 FCFA

Tél.: 06 600 0000
infos@ofis-otc.com

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Ensemble, améliorons votre performance!

Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons
pour tous vos besoins en
assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE TOUS RISQUES
(Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise
dès maintenant!

le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

➤ Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

➤ Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

➤ Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

MALI

Les groupes armés préparent le second round des négociations d'Alger

En attendant la reprise des négociations inter-maliennes, prévues pour le 1er septembre prochain à Alger, les six groupes armés du Nord se retrouvent en conclave, depuis mardi, dans la capitale du Burkina-Faso afin d'harmoniser leurs points de vue.

Les groupes armés touareg et arabes dont la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), qui regroupe les Touaregs dissidents du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), l'autre aile du MAA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) discutent actuellement avec le MNLA originel dans l'espoir de parler d'une seule voix avec les autorités maliennes. Selon le président de la Coalition du Peuple pour l'Azawad, Ibrahim Ag Mohamed Assaleh, l'objectif de cette rencontre qui se tient dans le cadre d'une feuille de route signée par les deux parties fin juillet, c'est de mettre en place une coordi-

nation commune de tous les mouvements de l'Azawad, pour « préparer éventuellement les négociations avec le gouvernement malien »

Pour certains observateurs, cette rencontre est un signe qui va dans le sens d'un rapprochement de tous les groupes armés du nord. Ceci, parce qu'un groupe de tous ces mouvements armés a invité les autres groupes - qu'ils accusaient jusque-là d'être des alliés du gouvernement maliens -, à ressouder leurs rangs.

Par ailleurs, une source proche des groupes armés concernés, a indiqué que la rencontre de Ouagadougou est une tentative pour dégager une plateforme commune de revendications de tous les mouvements, mais

aussi d'aplanir les différends entre ces groupes. C'est dire qu'ils pourraient à terme former une seule force, face du gouvernement malien.

Commentant les points de vue des participants sur la question de la création d'une plate-forme commune, le porte-parole du MNLA, Mossa Ag Attaher a souligné : « *la dénomination qui en sera donnée n'est pas importante, ce n'est pas le terme qui est important c'est le contenu. Mais ce contenu doit vraiment prendre en compte une fois pour toute les aspirations de ce peuple, les aspects sécuritaires de cette région, les aspects de développement, la gouvernance et la gestion administrative* ».

À ce jour les parties présentes à Ouagadougou se sont accordées sur certains points cruciaux. « *Il y a des principes sur lesquels tout le monde est harmonisé : l'intégrité territoriale ou*

la laïcité de l'État. Tout le monde est d'accord pour dire que ce sont des principes qu'on ne touche plus. Maintenant, tout le reste est négociable », estime la Coalition des peuples de l'Azawad.

D'aucuns estiment qu'avec la réussite de cette rencontre à laquelle participent des mouvements d'autodéfense du nord du Mali, c'est qu'incontestablement, un pas important vers la paix est en voie d'être franchi. L'on croit que le terrain est déblayé, avant le prochain round des négociations parce que jusqu'ici c'est la multiplication des groupes armés constitués sur une base tribale qui complique la situation sur place au Mali.

Le Mali fait face à plusieurs défis pour parvenir à sa pacification. En effet, depuis la reconquête militaire du nord et le retour à l'ordre constitutionnel, ce pays tente de retrouver son unité. Tout a

commencé avec l'élection d'Ibrahim Boubacar Keita à la magistrature suprême en mars 2013.

Après cette première étape pour remettre le pays sur la voie de la stabilité, un an et demi après le coup d'État de mars 2012, la deuxième étape du processus de transition a été celle des élections législatives de novembre et décembre 2013. Ces élections, remportées par le Rassemblement pour le Mali (RPM) du président Ibrahim Boubacar Keita, ont contribué à la consolidation de la stabilité politique du pays.

Aujourd'hui, malgré ces acquis, il est fort déplorable de constater que la sécurisation du nord du pays pose toujours problème puisque plusieurs groupes armés continuent de perpétrer des violences sporadiques dans la région, notamment à Kidal.

Nestor Ngampoula

TERRORISME

Boko Haram tente de s'installer au Cameroun

Au nord du Nigeria à la frontière avec le Cameroun, les attaques de Boko Haram sont devenues quotidiennes et s'intensifient de plus en plus. Depuis le 26 août, de nouveaux combats ont opposé des éléments du groupe islamiste nigérian aux soldats camerounais. Le chef de la secte Boko Haram, Abubakar Shekau, a annoncé pour la première fois placer une ville nigérienne sous leur loi, le califat islamique.

La secte islamique Boko Haram tente de renforcer sa présence à la frontière camerounaise. Au lendemain d'un assaut sur la ville de Gamboru Ngala, située au nord-est du Nigeria, les combattants du groupe islamiste ont tenté de faire exploser le pont de Fotokol qui relie le pays à l'extrême-nord du Cameroun. L'armée nigérienne semble être en difficulté face aux islamistes de Boko Haram, notamment dans les localités frontalières.

Dans une vidéo obtenue de l'Agence France presse (AFP), le chef du groupe Boko Haram, Abubakar Shekau, a imposé le « califat islamique » à Gwoza, une ville du nord-est du Nigeria. « *Merci à Allah qui a donné à nos frères la victoire à Gwoza qui désormais fait partie du califat islamique* », a déclaré Shekau dans cette vidéo de 52 minutes. « *Nous n'allons pas quitter la ville, c'est pour y rester* », affirme Abubakar Shekau. Au mois d'avril, à la suite de l'enlèvement des 200 jeunes filles nigérianes, les États-Unis

ont mis à prix sa tête pour 7 millions de dollars.

Selon un rapport de l'agence humanitaire des Nations unies (Ocha), la secte islamique s'est emparée en août de Gwoza, dans l'État de Borno. D'après des témoignages d'habitants, de responsables de la sécurité et d'experts l'armée nigérienne a disparu abandonnant des zones entières du nord-est du pays aux mains de Boko Haram.

Du côté de l'Armée camerounaise, c'est la même menace. « *Ce n'était pas facile. Il y a eu d'intense échanges de tirs entre nos gars et eux* », a confié à Rfi un policier camerounais. Il explique même que pendant les affrontements, les militaires camerounais ont pris le dessus et ont d'ailleurs récupéré un pick-up (avec armes embarquées) que les Boko Haram avaient positionné sur le pont. Selon cette même source, « *les militaires nigériens présents lors de l'attaque de Gamboru ont tenu pendant un bon bout de temps avant*

de lâcher prise parce que les assaillants étaient plus nombreux qu'eux ».

La vaste offensive de Boko Haram s'étale sur plusieurs fronts aussi bien au Nigeria qu'au Cameroun. Deux villages camerounais étaient tombés sous le contrôle de Boko Haram, mais l'Armée a minimisé l'ampleur de l'attaque. Pas plus tard que le dimanche soir, les autorités camerounaises ont accueilli environ 500 soldats nigériens qui ont cédé face aux feux de Boko Haram. L'armée nigérienne a démenti toute fuite de ses troupes évoquant un « repli tactique ».

Près de 300 soldats seraient restés, installés dans des écoles de Fotokol, en attendant leur rapatriement vers l'État de l'Adamawa, côté nigérian. Cette nouvelle démonstration de force des insurgés a entraîné d'intenses combats, selon des habitants. « *Ils se sont concentrés sur le poste de police et la base militaire mais nous craignons qu'après ils se retournent contre nous* », a expliqué Kabiru Muktar, un habitant de Gamboru Ngala. « *Beaucoup d'entre nous ont fui vers le Cameroun à cause de l'attaque de Boko Haram* », a témoigné Hamisu Lawan, un autre habitant de la ville.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

AFRIQUE DE L'OUEST

Le bilan de l'épidémie Ebola ne cesse de s'alourdir selon l'OMS

Un mois après la parution du virus Ebola dans les pays d'Afrique de l'Ouest, la maladie est loin d'être maîtrisée malgré les efforts déployés par les autorités locales. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de publier un rapport qui fait état de 1 552 morts et 3069 cas détectés à ce jour.

Selon ce rapport, publié le 26 août à Genève en Suisse, la maladie ne cesse de progresser de manière accélérée. Le précédent bilan de cette épidémie, rappelle l'OMS, faisait état de 2 615 cas dont 1 427 décès au 20 août. L'OMS souligne que la maladie a atteint un taux de mortalité de 52%, variant entre 42% en Sierra Leone et 66% en Guinée. En Guinée, d'où l'épidémie a démarré en début d'année, il y a 648 cas, dont 430 morts, au Liberia, il y a 1 378 cas dont 694 morts, en Sierra Leone, le bilan est de 1 026 cas dont 422 morts. Enfin, au Nigeria, il y a 17 cas, dont six morts. « *Plus de 40% du nombre total de cas sont survenus au cours des 21 derniers jours, et sont concentrés dans quelques localités* », a ajouté l'OMS.

L'Organisation mondiale de la santé rapporte également qu'une épidémie distincte d'Ebola, qui n'est pas liée à celle en cours en Afrique de l'Ouest, a été signalée le 24 août dernier par la République démocratique du Congo (RDC) et que les données de la RDC ne figurent pas dans le bilan publié par l'OMS.

Soucieux des dégâts causés par cette maladie, les ministres en charge de la santé de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) envisagent de se réunir à nouveau courant cette semaine pour discuter des moyens de lutter contre cette maladie meurtrière. Cette réunion extraordinaire sera la deuxième du genre. Elle sera menée sous la direction du président de la CEDEAO, le président John Dramani Mahama du Ghana, et visera à renforcer la mise en œuvre des stratégies élaborées pour contenir le virus Ebola dans cette sous-région. Les résultats attendus de cette réunion comprendront une mise à jour des informations sur le foyer d'Ebola dans la sous-région de la CEDEAO, la vérification de la mise en œuvre des recommandations de différentes réunions sur l'épidémie, et une étude des difficultés rencontrées à chaque niveau de contrôle de l'épidémie. Une première conférence ministérielle d'urgence sur le virus Ebola avait été convoquée début juillet à Accra au Ghana sans succès.

Tiras Andang

ENVOYEZ UN DOCUMENT OU UN COLIS ET GAGNEZ UN CADEAU SURPRISE!



DHL offre un cadeau spécial à tous ceux qui envoient un document ou un colis vers les **Etats-Unis, l'Afrique, le Canada et la France!**

Pour bénéficier des avantages de cette offre, veuillez contacter votre point-service DHL Express le plus proche:

www.dhl.com

* Les termes standards et conditions DHL s'appliquent.

Les tarifs s'appliquent sur les envois vers les Etats-Unis, l'Afrique, le Canada et la France seulement à partir du Congo.

Les taux sont variables pour les clients payant au comptant entre le 25 Août et le 25 Septembre 2014.

EXCELLENCE. SIMPLY DELIVERED.

DHL
EXPRESS

FESTIVAL ALPHABET AFRICA

Promouvoir l'éducation à travers la marelle

Le projet initié par Jean Paul Wabotaï, président de l'Association « Enfants du Congo-Enfants du Monde » à travers le premier festival alphabet Africa, a fait l'objet d'une conférence de presse, le 28 août, à la Librairie des Dépêches de Brazzaville. L'occasion pour l'initiateur de ce projet, qui aura lieu du 6 au 8 septembre à Brazzaville, de révéler son importance.

Le festival Alphabet Africa, qui est à sa première édition, a pour objectif de soutenir l'éducation pour tous lancée par l'Unesco en 2000 et appuyée par le chef de l'État congolais, Denis Sassou N'Guesso, en décrétant les années 2013-2014, années de l'éducation pour tous.

Ce festival qui se déroulera durant trois jours s'inscrit dans le cadre de la célébration de la journée internationale de l'alphabétisation. Il entend apporter des outils didactiques pour l'apprentissage de l'alphabet, qui est la base de l'éducation, tout en l'associant aux jeux ludiques qu'on trouve dans les deux Congo.

À cette occasion, Jean Paul Wabotaï a précisé que le Congo est le premier pays africain qui va abriter pour la première fois ce festival. « Nous avons choisi le Congo comme pays pilote pour abriter ce festival afin de rendre hommage au chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, pour avoir décrété les années 2013-2014, années de l'éducation pour tous. Et rendons également hommage au Congo pour tous les efforts entrepris dans ce domaine.



Jean Paul Wabotaï posant avec la chorale Congo gospel Choir

Nous, ce que nous faisons, c'est d'apporter un plus à ce programme, qui est l'éducation pour tous. En associant la marelle à l'alphabet, cela nous permet de l'ancrer à l'apprentissage de l'alphabet.

bet dans nos langues nationales», a-t-il dit.

Quant à la particularité de ce festival, l'orateur du jour a déclaré qu'elle est la valorisation de la marelle Alphabet Africa qui est un jeu éducatif pour

jamais été associé dans l'ensemble de l'alphabet. « On peut l'associer dans nos langues nationales pour la sauvegarde de notre patrimoine culturel », a poursuivi Jean Paul Wabotaï. Il a, en outre,

Épreuve quelquefois complexe, l'orateur du jour a reconnu qu'il est souvent difficile d'associer les lettres de l'alphabet dans les langues nationales. Par exemple, le Congo s'écrit avec la lettre C, alors que la lettre C n'existe pas en lingala et en Kituba. Il va falloir l'adapter. « Ce jeu nous amène très loin. Au départ, il était considéré comme un jeu pour enfants. Avec ce jeu, nous pouvons constituer des dictionnaires dans nos langues nationales », a-t-il indiqué avant de lancer un appel aux artistes de s'associer à eux pour lancer ensemble cette culture d'éducation.

Signalons que le premier festival Alphabet Africa sera lancé, le 6 septembre, à l'École de peinture de Poto-Poto. Par ailleurs, l'inauguration de la marelle alphabet Africa interviendra du 7 au 8 septembre au Cercle culturel Sony Labou Tansy. Mais entre-temps, des marelles seront installées non seulement dans ces deux sites mais aussi dans les neuf arrondissements de la ville de Brazzaville au-delà du festival pour permettre à tous d'apprendre l'alphabet en jouant. Un concours sera organisé dans ces neuf arrondissements en octobre. La conférence de presse a été agrémentée par la chorale Congo gospel Choir, car cette dernière a chanté un chant d'alphabet

Rosalie Bindika

l'apprentissage de l'alphabet. C'est un outil qui facilite la visualité des lettres et des mots. Il est adapté aux petits enfants mais aussi aux adultes. Ce jeu bien qu'il existe depuis longtemps, il n'a cependant

demandé à tous les Congolais de se réveiller afin de se réapproprier leur culture pour la redonner à la nouvelle génération. Sinon, ce sont les autres qui vont se l'approprier et la vendre ailleurs.

Communiqué

Plusieurs contrefacteurs (pirates) ont été condamnés par décisions de justice pour avoir reproduit et/ou utilisé illégalement la marque Sage ou ses logiciels.

La société Sage, un des principaux éditeurs mondiaux de logiciels de gestion professionnels, porte à votre connaissance le résultat des actions en justice qu'elle a menées ces derniers mois contre des sociétés pirates.

Les dommages et intérêts et/ou amendes s'élèvent à plusieurs milliers d'euros et des peines de prison ont également été infligées.

Sage rappelle que les logiciels sont protégés par le Droit d'Auteur. Copier, distribuer, télécharger ou vendre des logiciels sans l'autorisation de l'éditeur constituent des actes de contrefaçon passibles de peines de prison et d'amendes.

Vous avez un logiciel piraté ?

Vous encourez de graves conséquences techniques, financières et juridiques. Ne prenez pas ce risque et régularisez votre situation dès à présent.

Mettez-vous en conformité avant le 20 septembre 2014. Passé cette date, Sage entreprendra les actions judiciaires nécessaires pour faire respecter ses droits.

Pour plus d'information, contactez votre revendeur local :

- MTI : 06 629 11 68 / 05 553 16 10
- SOFTWARE SOLUTIONS : 05 301 00 19 / 05 301 93 68

BANGUI

La remise en ordre des Faca, une priorité du ministre d'État à la Défense nationale

Aristide Sokambi a pris ses fonctions, mercredi, en remplacement de Thomas Théophile Timangoa. Selon Aristide Sokambi, sa priorité sera de remettre en ordre les Forces Armées Centrafricaines (FACA), conformément à la feuille de route du gouvernement.

Son prédécesseur dit avoir quitté ce poste avec un sentiment de mission accomplie, malgré le manque de moyens pouvant lui permettre de bien travailler.

« Nous avons réhabilité le département. Nous avons aussi réhabilité la chaîne de commandement, ce qui a permis aux Forces armées centrafricaines de reprendre le travail. Nous avons aussi développé une activité de l'armée au service du peuple, ce qui consiste à nettoyer les lieux publics, dans le but de remettre la confiance entre l'armée et la population », a déclaré Thomas Théophile Timangoa.

Selon le ministre d'État à la défense nationale, Aristide Sokambi, qui a pris ses fonctions, sa priorité sera de remettre l'armée,

conformément à la feuille de route du gouvernement. « Ma grande satisfaction serait qu'on remette notre armée nationale sur rail. C'est la contribution de tous et la préoccupation de la cheffe de l'État Catherine Samba Panza.

« Ma grande satisfaction serait qu'on remette notre armée nationale sur rail. C'est la contribution de tous et la préoccupation de la cheffe de l'État Catherine Samba Panza. Mon programme d'action c'est la feuille de route du gouvernement qui a été présentée au Conseil national de Transition »

Mon programme d'action c'est la feuille de route du gouvernement qui a été présentée au Conseil national de Transition », a déclaré Aristide Sokambi.

Pour le ministre d'État à la défense nationale, ce poste qu'il occupe en tant que ci-

vil n'est pas réservé nécessairement aux militaires. Le ministre d'État à la Défense, Aristide Sokambi, a quitté le ministère de l'Administration du territoire pour ce nouveau poste, suite à la formation du gouvernement Kamoun, le 22 août dernier. Ce ministère est passé aux rangs de ministères d'État. Le département de la défense nationale a toujours des difficultés depuis la

prise de pouvoir le 24 mars 2013 par l'ancienne coalition rebelle de la Séléka. Cette prise de pouvoir a provoqué la clandestinité de plusieurs éléments des forces armées centrafricaines.

Conditions de vie déplorables pour les enfants au camp des Castors

Les enfants qui sont sur le site des déplacés de l'Église des Frères du camp des Castors vivent dans des conditions difficiles. D'après les parents, ils sont sous la pluie et dans la boue quand il pleut.

Sous les bâches qui abritent les déplacés, les enfants avec leurs mères sont tous debout, compte tenu du mauvais état des bâches. Mais les parents ne veulent pas rentrer à cause de l'insécurité.

Une déplacée déplore le fait

que les enfants soient abandonnés. « C'est très difficile de voir les enfants sous la pluie sans une protection. Il y a risque des maladies. Aucune structure en charge de l'enfant n'est venue en ce temps de saison pluvieuse pour voir dans quelles conditions ces enfants vivent », regrette cette déplacée. « C'est depuis le 25 décembre que je suis avec mes trois enfants sur le site de l'Église des Frères du

camp des Castors. Je viens à peine d'accoucher. Nous sommes là sous la pluie et il n'y a pas de soins. Pour trouver à manger, c'est très difficile. Nous ne pouvons plus vaguer librement à nos occupations. Tout ce que nous voulons c'est le retour de la sécurité et de la paix », a expliqué une mère de famille qui est sur le site.

En cette saison pluvieuse les déplacés éprouvent d'énormes difficultés sur les sites.

Présentation du plan de contingence contre la fièvre hémorragique Ebola

La ministre de la Santé publique et de la population Marguerite Samba-Maliavo a expliqué aux journalistes les stratégies de riposte contre Ebola. C'était au cours d'une conférence de presse tenue ce mardi 26 août à Bangui.

Selon le directeur de l'Institut Pasteur de Bangui, il n'y a pas jusque-là un cas confirmé de la fièvre hémorragique Ebola en République Centrafricaine.

« Le département de la santé a commencé à activer son système de veille épidémiologique conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, en étroite collaboration avec le bureau pays de l'OMS, l'Institut Pasteur de Bangui et bien d'autres partenaires œuvrant en République Centrafricaine », a indiqué Marguerite Samba-Maliavo

Selon la ministre, les activités du comité permanent de surveillance épidémiologique, de préparation et de riposte épidémiologique ont été renforcées. « Un plan de contingence pour la riposte à la maladie a été développé avec l'appui de l'OCEAC. Ce plan comporte trois grands axes : la gestion de la période pré-épidémique, la gestion de la prise en charge en période épidémique et la mobilisation sociale. Il est important de préciser qu'à ce jour, aucun cas du virus Ebola n'a été notifié en République Centra-

frique », a-t-elle déclaré.

La présence du virus Ebola en République démocratique du Congo, pays frontalier avec la République Centrafricaine interpelle les organisations en charge de la santé. « Nous restons vigilants et nous suivons de près l'évolution de la situation au regard des dispositions prises par les autorités congolaises pour contenir l'épidémie dans la zone ouest de l'équateur qui fait frontière avec la République Centrafricaine. Nous avons identifié 19 points de contrôles sur toute la frontière fluviale avec ce pays. Ces points de contrôles vont être renforcés sur le plan du contrôle sanitaire. Le coût de ce contrôle s'élève à 71 millions de franc CFA et sera présenté au gouvernement et aux partenaires d'ici à la fin de la semaine pour la mobilisation des ressources nécessaires ».

Une dizaine de personnes venues des pays affectés par la fièvre hémorragique Ebola ont passé des contrôles sanitaires à Bangui. Leurs examens se révèlent négatifs d'après le directeur de l'Institut Pasteur de Bangui, Emmanuel Yandeko.

BANGASSOU

Reprise timide des activités à la mairie

Après les événements militaro-politiques qu'a connus la République Centrafricaine, la Mairie de Bangassou vient de reprendre timidement ses activités. Selon des sources officielles, la mairie de Bangassou a été dépossédée de tous moyens de travail. Les mini-recettes ne rentrent pratiquement plus. Une source municipale a confié au RJDH que la Mairie de Bangassou se relève suite à l'appui de la cheffe de l'État, de l'Unicef et de l'Ong Mercy Corps. « Nous avons reçu 15 registres d'Actes de Naissance, 15 registres de Jugement Supplétif d'Actes de Naissance et 15 autres pour les duplicatas. C'est ce qui permet à la municipalité de faire une reprise timide », a indiqué la source. Cette municipalité s'inquiète quand ce stock sera épuisé.

Source : Réseau des journalistes des droits de l'Homme

BOUAR

Les leaders communautaires formés sur la cohésion sociale

La sensibilisation à la cohésion sociale fait l'objet d'un atelier de formation qui a regroupé quarante leaders venus des différentes confessions religieuses, des organisations de la société civile, des organisations de la jeunesse et des femmes. L'objectif de cet atelier qui a démarré le 25 août est de former les participants sur les méthodes de négociation. Ils seront les formateurs d'autres leaders dans ce sens. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de la stabilisation de la communauté vulnérable, organisé par l'ONG Mercy Corps sur la technique de négociation basée sur les intérêts.

La formation durera quatre jours avant le démarrage lundi d'une prochaine session.

FRANCOPHONIE

Jacques Attali plaide pour la survie de l'espace francophone

Le président de « Planet finance », organisme de conseil et de micro crédit, Jacques Attali, vient de publier un rapport sur les opportunités économiques de la Francophonie - c'est-à-dire l'ensemble des pays parlant français.

Dans ce document, Jacques Attali souhaite notamment développer l'enseignement du français partout dans le monde, renforcer et étendre la culture francophone. Il a remis ce document le 26 août au président français François Hollande.

Le rapport que propose Jacques Attali compte 53 propositions. Il encourage la croissance dans des secteurs clefs. Dans ce document, plusieurs grands axes sont mis en avant : développer l'enseignement du français via la création d'un groupe privé d'écoles françaises (le rapport montre la rentabilité de telles structures), attirer les populations qui ne parlent pas français en jouant sur la capacité d'attraction de la musique et du cinéma français (via la création d'un Netflix francophone notamment), organiser une offre de cours en ligne francophone interactifs et diplômant, encourager la croissance de secteurs clefs comme le tourisme, le numérique, la santé ou l'électricité. « La Francophonie, c'est 200 millions de personnes,

si l'on ne développe et on ne maintient pas l'enseignement du français un peu partout dans les pays francophones ce nombre peut décroître, mais par contre si on est capable de maintenir l'enseignement en français dans les écoles primaires et secondaires et avec toutes les réformes que nous avons proposées, ce nombre peut passer à 750 millions en 2050, et apporter en France et au reste du monde francophone une croissance considérable. », souligne le document. Jacques Attali voit même plus loin. Dans son rapport, il propose la création d'une union francophone : « L'objectif ultime, c'est de créer une union francophone que l'Union Européenne qui donnera à la France un levier d'influence et aux pays francophones un moyen d'agir ensemble tout à fait considérable. Imaginez une union francophone aussi intégrée que l'Union européenne ? », s'interroge-t-il.

La Francophonie est aujourd'hui le 6^e espace géopolitique par sa population. D'ici trente ans, près de 770 millions de personnes pourraient parler français dans le monde. Pour Jacques Attali, il faut agir dès maintenant pour que ce scénario devienne une réalité.

Tiras Andang

RETRAITE INTERNATIONALE

Après Didier Drogba, Samuel Eto'o emboîte le pas

Deux stars africaines et non pas les moindres ne porteront plus le maillot de leur sélection nationale. L'Ivoirien Didier Drogba et le Camerounais Samuel Eto'o ont, l'un après l'autre, décidé de mettre un terme à leur carrière internationale.

Après eux, l'Afrique devrait révéler d'autres stars. Ce n'est pas le talent qui manque. À peine qu'il venait de s'engager pour deux ans avec Everton, la vedette camerounaise fait encore parler de lui. Il a choisi la forme la plus simple pour annoncer qu'il mettait fin à sa carrière internationale. C'est sur son compte twitter a-t-on appris. « Je vous informe par la présente que je mets un terme à ma carrière internationale. Merci à toute l'Afrique, à mes fans pour leur amour », a signé Samuel Eto'o Fils 56 buts en 117 sélections. La star des Lions Indomptables a presque tout gagné avec sa sélection sauf la Coupe du monde. Il a remporté la Coupe d'Afrique des nations en 2000 et 2002 et a été médaillé d'or des Jeux Olympiques en 2000 à Sydney. Elu quatre fois meilleur joueur africain, il est également le meilleur buteur de l'histoire de la CAN avec 18 buts. Sa-

muel Eto'o ne figurait pas dans la liste des 25 joueurs retenus pour les matches contre la République démocratique du Congo et la Côte d'Ivoire comptant pour les éliminatoires de la CAN Maroc 2015 lui qui avait porté le maillot des Lions pour la dernière fois contre le Mexique dans le cadre de la première sortie du Cameroun au mondial très décevant du Cameroun au Brésil cette année. C'était le seul match disputé par celui qui détient le record des buts marqués chez les Lions Indomptables.

L'ancien capitaine des Lions Indomptables qui a participé à quatre phases finales de la coupe du monde (1998,2002,2010 et 2014) n'était pas exempt des critiques sur l'affaire dite des primes des joueurs. Etant vers la fin de carrière, Eto'o va se consacrer à son nouveau club. Au niveau européen, il a gagné trois Ligues des cham-

pions avec deux clubs différents (2 avec le FC Barcelone et une avec l'Inter de Milan) Peu avant lui, un Eléphant avait pris le courage de laisser la place aux jeunes. « C'est le moment pour arrêter, laisser la place aux jeunes et construire une équipe pour les années à venir. C'est une décision difficile parce que je sais de quoi je suis capable mais à partir du moment où je sens qu'on n'a plus la confiance en moi comme avant, je pense que c'est une décision sage. Je suis à la disposition de mon pays pas pour jouer. C'est fini », déclarait Didier Drogba dans une interview diffusée au Canal football club sur Canal+. L'ancien capitaine des Eléphants, 66 buts en 105 sélections n'a pas connu le même bonheur que Samuel Eto'o en sélection. L'attaquant de Chelsea a perdu deux finales de la CAN en 2006 et 2012. Il peut se consoler d'avoir gagné la Ligue des champions avec les Blues en 2012 dont il était l'artisan principal.

James Golden Eloué

JOURNÉES RÉCRÉATIVES

Des tout petits visitent Les Dépêches de Brazzaville

Près d'une trentaine d'élèves, venus des écoles primaires publiques et privées de Brazzaville, ont visité, le 28 août, les différents services des « Dépêches de Brazzaville ».

La visite organisée par l'Association jeunesse « Levons-nous et bâtissons », a permis à ces 25 élèves, dont l'âge varie entre 6 et 10 ans de se faire une idée du fonctionnement global de cette entreprise de presse. Étape par étape, ces enfants d'une curiosité fertile, ont reçu des informations sur le processus de fabrication du journal tabloïd, de la collecte des informations à la maquette et à l'envoi aux ateliers d'impression situés dans ce bâtiment. À première vue, les enfants étaient frappés et impressionnés par le dispositif administratif et technique de la Rédaction.

À l'imprimerie, les enfants ont découvert d'impressionnantes machines. Ils ont bouclé la visite par la galerie qui se trouve dans l'enceinte « Des Dépêches de Brazzaville », où sont exposés des milliers d'objets d'art, issus de la culture congolaise mais aussi bantoue, répandue sur l'Afrique entière. « Nous sommes venus ici pour voir comment on fabrique le journal Les Dépêches de Brazzaville, nous avons visi-



Une vue des élèves et encadreurs à l'issue de la visite (photo adiac)

té en même temps la galerie où sont installés les statuettes, nous sommes très contents, j'invite les autres à faire comme nous», s'est réjoui Yann, 10 ans, à l'issue de la visite. La même joie a gagné également Alcia : « C'est impres-

sionnant ce que nous avons vu, je suis très contente, il faut que je devienne journaliste pour travailler aux Dépêches de Brazzaville », a lâché cette gamine de 9 ans.

Pour leur encadreur, Jean Baptiste

Makabi, animateur au sein de l'Association jeunesse « Levons-nous et bâtissons », le choix de visiter ce quotidien est bien significatif. « Nous avons choisi Les Dépêches de Brazzaville, parce que c'est à présent le Journal de la place le

plus lu, et qui atteint presque toute la population, par rapport à son prix mais surtout en rapport avec la qualité des informations diffusées. En un mot, c'est un journal de proximité », a-t-il conclu.

Firmin Oyé

GRANDS LACS

Said Djinnit pour une synergie régionale dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba

En visite de travail à Kinshasa, le successeur de Mary Robinson dans les Grands lacs entend travailler d'arrache-pied pour faire évoluer et progresser la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

Le nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands lacs, Said Djinnit, effectue du 27 au 29 août, une visite officielle en RDC. Kinshasa constitue la première étape de la tournée qu'il entend réaliser dans la région des Grands lacs. Le diplomate algérien veut, à la faveur de cette tournée, se faire une réelle conviction sur les enjeux sécuritaires qui caractérisent les Grands lacs africains à la lumière de l'accord-cadre d'Addis-Abeba signé le 24 février 2013 par onze pays africains sous l'égide des Nations unies. Dès son arrivée à Kinshasa le 28 août, le successeur de Mary Robinson a été reçu en audience par le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda.

Au cours de leurs échanges qu'il a qualifiés d'introductifs, il a été question notamment de l'évaluation dudit accord dont la mise en œuvre se bute à de nombreuses difficultés liées au non-respect par les États concernés des engagements auxquels ils ont libre-

ment souscrits. « *Nous avons convenu de travailler ensemble pour faire évoluer et progresser les choses dans la bonne direction pour la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région* », a déclaré Said Djinnit au sortir de l'audience. Pour sa part, Raymond Tshibanda a salué la perspicacité du nouvel envoyé spécial de Ban-Ki Moon dans les Grands lacs qui demeure un chevronné en matière de paix et de sécurité, des questions qui l'ont toujours préoccupé. « *Nous comptons sur son expérience pour aller de l'avant dans ce que nous faisons depuis quelque temps, à savoir essayer de ramener la paix et la stabilité dans cette région sur la base de l'accord-cadre et de la mise en œuvre des engagements auxquels les uns et les autres ont souscrit aux termes de cet accord* », a-t-il déclaré. L'on croit savoir que l'arrivée de Said Djinnit permettra d'impulser une nouvelle dynamique dans la matérialisation de l'accord-cadre d'Addis-Abeba qui continue de souffrir dans son exécution. Outre cette question fondamentale, il n'est pas exclu qu'il puisse aborder avec ses différents interlocuteurs la problématique de la révision constitutionnelle avec pour mission de promouvoir le dialogue politique sans exclusive dans les États de la région où le débat est d'actualité afin de permettre une alternance démocratique



Said Djinnit et Raymond Tshibanda

en douceur. L'agenda de l'émissaire du secrétaire général de l'ONU prévoit des contacts avec les responsables de la Monusco, les agences du système des

Nations unies, les membres de la Céni, de la société civile ainsi qu'avec certains membres du gouvernement et du corps diplomatique. Son passage en

RDC sera bouclé par une rencontre avec le président de la République, Joseph Kabila Kabange.

Alain Diasso

CLIMAT DES AFFAIRES

L'Afrique se projette en 2015

Abidjan, capitale économique ivoirienne, accueillera les 16 et 17 mars 2015 la troisième édition d'Africa CEO Forum, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création de la Banque africaine de développement et du retour de son siège en Côte d'Ivoire.



Le logo d'Africa CEO Forum

Le groupe Jeune Afrique, organisateur de cette rencontre d'affaires, a rappelé le succès des deux dernières éditions. À son tour, la Côte d'Ivoire devrait accueillir plus de huit cents personnes dont les dirigeants de grandes entreprises, les financiers, les décideurs politiques et les médias internationaux. En 2014, les chiffres communiqués par Jeune Afrique font état de sept cents participants dont près de cinq cents présidents directeurs généraux. Dans les cinq sept pays représentés, il y avait une quarantaine de délégations officielles africaines. L'année prochaine, un autre succès se profile déjà à l'horizon, avec le réveil des économies africaines. Au fil des éditions qui se succèdent, le secteur privé africain consolide sa croissance dans les différentes parties du continent (anglophone, francophone et lusophone).

En effet, pour 2015, le défi lancé est toujours de promouvoir le secteur privé et de renforcer son rôle d'acteur incontournable du développement de l'Afrique. Cette troisième édition tombe à un moment propice pour le continent africain qui connaît l'essor de son secteur privé. Actuellement, les investissements africains représentent 23% du total des investissements directs étrangers enregistrés dans la région. Le groupe Jeune Afrique a insisté sur l'intérêt de ces travaux. Outre les contacts à multiplier dans la région, cette rencontre aide également au renforcement des partenariats financiers stratégiques, à l'implication des différents acteurs qui font l'économie africaine, à l'échange d'expérience et finalement à la promotion du secteur privé tant dans la région qu'à l'international. La bonne nouvelle est la participation au forum de trois institutions importantes dans l'éclosion du secteur privé. Il s'agit de la Société financière internationale (agence de la Banque mondiale spécialisée en la matière), l'Uneca (Commission économique des Nations unies pour l'Afrique) et le PTA Bank (Banque de développement du Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)).

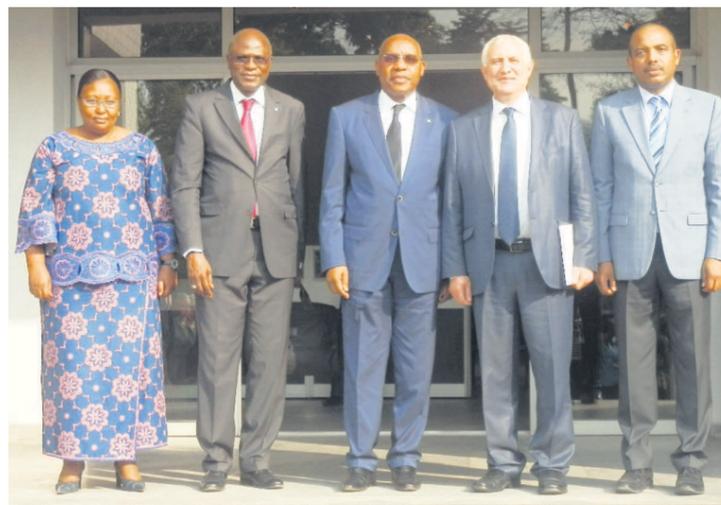
Laurent Essolomwa

RDC-ONU

Réaffirmation de la volonté de travailler pour la paix

L'ambition a été clairement notée par le coordonnateur du Mécanisme national de suivi (MNS), François Muamba Tshishimbi, et le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les Grands lacs, l'ambassadeur Said Djinnit.

Reçu en audience le 28 août à Kinshasa par le coordonnateur du MNS, François Muamba, le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands lacs, l'ambassadeur Said Djinnit, a noté la détermination de la communauté internationale d'accompagner la RDC dans sa stabilité. « *Nous lui avons exprimé la détermination des Nations unies à continuer à soutenir la RDC dans ses efforts de redressement en termes de stabilité économique, sociale et de consolidation de la démocratie* », a-t-il déclaré à la presse. Nous sommes tous soucieux, a-t-il poursuivi, d'accompagner ce pays dans tous ses efforts. C'est ce que je suis venu dire au coordonnateur du MNS. Parmi les questions évoquées entre ces deux personnalités et leurs équipes, il y a eu notamment des questions brûlantes de l'heure. Il s'agit notamment, selon François Muamba, des dossiers sensibles telles que les FDLR et les forces négatives nationales. Il s'est également agi des engagements du gouvernement et de la partie congolaise dans le cadre des accords d'Addis-Abeba. « *Je suis venu rassurer mon frère le coordonnateur du MNS, que nous voulons travailler la main dans la main, dans la confiance et en toute transparence* », a noté l'ambassadeur Said Djinnit.



La photo de famille entre l'équipe congolaise et celle des Nations unies/Photo Adiac

La suite du travail de Mary Robinson
Pour l'ambassadeur Said Djinnit, son rôle, en tant qu'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, est de s'assurer que toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et international honorent leurs engagements. « *Il est temps que la RDC retrouve la stabilité nécessaire et il est temps que la région reprenne avec la stabilisé. Nous travaillons sur les grands chantiers qui vont rassembler les populations des Grands lacs, promouvoir le commerce, les infrastructures, les investissements privés, pour faire de cette région un espace stable et solidaire et le Congo a un rôle important et essentiel à jouer* », a-t-il souligné. Dans cette optique pour la paix, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU et

le coordonnateur du MNS, parlant de la situation des FDLR, ont noté que l'option militaire était toujours sur la table afin d'imposer la paix en RDC et dans les Grands lacs. Par ailleurs, pour François Muamba, le choix d'un Africain comme envoyé spécial du secrétaire des Nations unies pour les Grands lacs serait un bonheur supplémentaire. « *La proximité va permettre d'améliorer ce que l'on a toujours voulu faire, la paix qui débouche sur la stabilité et la stabilité qui débouche sur le bonheur du peuple congolais mais créer également des conditions pour que cette paix profite à d'autres peuples* », s'est-il réjoui, en soulignant les efforts qui ont été fournis dans cette recherche de la paix, avec Mme Robinson qui vient d'être appelée à d'autres responsabilités.

Lucien Dianzenza

MÉDIAS

FFJ mobilise pour la libération de Mike Mukebayi

Un sit-in des journalistes et autres professionnels du secteur est prévu devant le Centre Lindonge, siège de l'Archevêché de Kinshasa, dans la commune de Limete, en face du quartier Kauka.



Désiré-Israël entouré de Papy Mbaki et le géniteur de Mike Mukebayi, devant la presse/Photo Adiac

L'Organisation de défense et de promotion de la liberté de la presse, Freedom for journalist (FFJ), a annoncé, au cours de la conférence de presse organisée, le 28 août, à son siège une série d'actions à mener afin d'obtenir la libération du journaliste Mike Mukebayi. Parmi ces actions, l'ONG a prévu un sit-in de la corporation, le 29 août, devant l'archevêché de Kinshasa.

Le directeur de FFJ, Désiré Israël Kazadi, qu'entouraient le géniteur de Mike Mukebayi, Daniel Michel Mpanya Mukebayi, et un membre du département d'assistance judiciaire de cette ONG, Me Papy Mbaki, a noté que la descente à l'archevêché vise une rencontre avec le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya ou son délégué. « Nous allons mener des actions sans merci afin d'obtenir la libération de Mukebayi. Sa place n'est pas en prison mais plutôt auprès des siens », a-t-il souligné.

Désiré-Israël a rassuré quant à l'accompagnement de cette activité par les organismes internationaux dont le Comité de protection des journalistes ainsi que le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme. Le directeur de FFJ a également souligné la présence, lors de cette activité du 29 août, de la population,

qui, par l'incarcération de Mike Mukebayi, manquant l'information. « La liberté de la presse a son jumeau, le droit du public à l'information. C'est parce que ce droit est bafoué que la population sera avec nous dans ces actions », a-t-il rassuré.

Irrégularité dans la procédure

Me Papy Mbaki a souligné les irrégularités qui ont entaché la procédure sur l'arrestation de Mike Mukebayi. « Mukebayi a été arrêté sur la base d'un mandat d'amener émis contre le directeur de publication de Congo News et exécuté chez lui. C'est une arrestation purement arbitraire », a noté ce membre du département assistance judiciaire de FFJ. Pour ce juriste, la loi veut qu'un ou deux mandats de comparution soient émis contre un accusé avant qu'il soit établi contre lui, en cas de non-présentation, un mandat d'amener. Pour ce dernier, Mike Mukebayi est victime d'un acharnement. Le juriste a également dénoncé l'attitude du parquet de la Gombe de conditionner la mise en liberté provisoire de Mike Mukebayi à un « pardon écrit », en lieu et place de la caution telle qu'exigée par la loi. « On voulait tout simplement qu'il passe aux aveux », a précisé Me Papy Mbaki en analysant

cette volonté affichée du parquet.

Dans les actions, FFJ a également approuvé un mémo à adressé au Saint-Père afin de demander à son représentant local, le cardinal Monsengwo, à retirer sa plainte contre le journaliste, qui est actuellement transféré à la prison centrale de Makala.

Le directeur de FFJ, qui a eu accès dans la cellule de Mike Mukebayi, a dénoncé les conditions de son incarcération. « Il passe la nuit sur un carton », a-t-il décrié. Il a, par ailleurs, rassuré sur la légalité de cette action dont sont informées toutes les autorités compétentes de la ville.

On rappelle que Mike Mukebayi est incarcéré, depuis plusieurs jours déjà, dans la prison centrale de Makala. La justice lui reproche d'avoir laissé publier l'article intitulé « Monsengwo : Honte et approche à un cardinal vendu au régime », paru dans l'édition n°028 du vendredi 18 juillet 2014. Dans l'article, signé Congo News, l'auteur écrit : « Honte et opprobre pour le primat de l'Église catholique romaine de la RD Congo pour avoir prêté son visage et sa voix à un spot publicitaire de Vodacom. Montant perçu : un million de dollars sous couvert d'assistance à l'Église ».

Lucien Dianzenza

FORMATION

Les professionnels des médias édifiés sur la déontologie de leur métier

Venus de différents organes de presse de la ville de Kinshasa, les participants à cet atelier vont également renforcer leurs capacités sur les mécanismes d'autoprotection.

Grâce au financement de la Direction générale de Coopération au développement et aide humanitaire, l'ONG RCN Justice et Démocratie organise du 25 au 28 août un atelier de formation des journalistes sur la déontologie de la profession et les mécanismes d'autoprotection au centre Caritas dans la commune de la Gombe.

Cette formation qui est assurée par Loïc Hervouet devra donc permettre

aux journalistes d'acquérir de meilleurs réflexes dans leur manière de travailler afin de protéger leurs sources, leurs informations et eux-mêmes et de permettre aux femmes journalistes d'échanger et de développer des mécanismes d'autoprotection contre les pressions spécifiques dont elles sont victimes dans l'exercice de leur profession, du fait même d'être femme. Aussi l'atelier servira-t-il de canal pour sensibiliser et renforcer les compétences des journalistes sur les notions d'éthique et de déontologie professionnelle, sur les délits de presse et leurs droits, les sensibiliser à la problématique de l'égalité homme-femme au sein de la profession ainsi que d'in-

former les capacités des journalistes sur leurs droits et devoirs.

Pendant la durée de la formation, les participants seront entretenus notamment sur plusieurs thèmes susceptibles de leur faire comprendre leur fonction et le rôle des médias dans la société. Il s'agit de la concision dans l'écriture, de l'habillage de l'information, de bonnes attitudes professionnelles, de la protection des sources et des informations, de la couverture d'une conférence de presse, etc. Il y a lieu de noter que cet atelier de formation est organisé en partenariat avec l'Union congolaise des femmes des médias et l'ONG Journaliste en danger.

Gypsie Oïssa Tambwe

ITALIE

Roberto Calderoli contre Cécile Kyenge & C°, le troisième épisode

Le sénateur italien parle de sorcellerie contre lui; le père de l'ex-ministre réagit en finesse. La fille passe à la contre-attaque. Du saignant !

Lorsqu'un jour lointain Hollywood sera en manque d'idées, le puissant centre de réalisation cinématographique américain n'aura qu'à lire les différents épisodes de la relation politique entre la première femme africaine devenue ministre en Italie et le sénateur du parti xénophobe de la Ligue du Nord, Roberto Calderoli ! Le film ainsi produit pourra démarrer par de superbes images de la vallée bergamasque, en Lombardie. Puis le travelling s'arrêterait sur un homme de 58 ans tenant à la main un serpent long, selon ses dires, de deux mètres. C'est Roberto Calderoli (avec un seul « l », orthographe contrôlée).

L'homme est non seulement membre éminent d'un parti qui n'aime pas les immigrés et la diversité mais aussi vice-président du sénat italien. Que dit-il ? Que le serpent qu'il tient à montrer à la caméra vient de sa cuisine où il l'a surpris et tué. Puis suivraient d'autres images de tous ses déboires avec, en conclusion, la déclaration fracassante : « Tous les malheurs qui m'arrivent sont le fait du père de Cécile Kyenge. Il m'a jeté un sort parce que j'ai trop insulté sa fille. Délivrez-moi, s'il vous plaît : au secours. Faites quelque chose ! »

Tel peut être résumé, avec quelque liberté, l'affaire qui occupe les médias à ragots cette semaine en Italie et fait les gorges chaudes des copains de tripot. Roberto Calderoli, homme cartésien s'il en était, trouve qu'il y a de l'envoûtement dans ce qui lui arrive : trois fois admis à l'hôpital en réanimation, sept fois opéré, accident où il s'est brisé des côtes et deux doigts, décès de sa mère et puis ce serpent étrangement à l'aise dans une région prospère du nord-Italie : « cela me paraît beaucoup ! ». Voilà pourquoi il demande au père de Mme Kyenge de prononcer pour lui la formule de désenvoûtement.

Au deuxième épisode, c'est Clément Kikoko Kyenge, le père de Cécile Kyenge qui entre en scène. Il ne confirme pas et n'infirme pas la sorcellerie mais enfonce assez subtilement le couteau dans la plaie. « Oui, dit-il en substance, un serpent dans sa maison est mauvais signe. Mais pourquoi l'avoir tué ! Dans tous les cas, si les excuses que vous aviez présentées à ma fille étaient sincères, vous n'avez rien à craindre. Mais, par contre, si c'était par simple calcul politique, alors kéba ! (gare) ». Comme on dirait sur les rives du fleuve Congo. C'est d'ailleurs depuis la République démocratique du Congo que le vieux sage a répondu.

Fin du deuxième épisode

Le troisième épisode s'est joué le 28 août dans la ville italienne de Rimini, sur les bords de l'Adriatique où Cécile Kyenge Kashetu, désormais députée européenne, participait à une rencontre sur... « l'amitié entre les peuples ! ». Les journalistes n'ont pas voulu rater l'occasion de lui poser la question : alors, ce sort lancé contre Calderoli, vrai ou pas ? L'eurodéputée s'amuse de toute l'affaire qu'elle classe dans le lot des superstitious que l'on croirait sorties de quelque hameau du fin fond du Katanga.

« Je suis catholique, et pour moi, les macumba (fétiches) n'existent pas. Mais vu tous les problèmes qu'il a eus, je conseillerais volontiers à Calderoli d'aller en pèlerinage sur les lieux où il pense que le sort lui a été jeté. Qui sait s'il n'en reviendra pas guéri ! » Lorsque la superproduction hollywoodienne sera réalisée, attendez-vous à ce que ce troisième épisode se termine sur l'image d'un Roberto Calderoli muni d'un billet d'avion pour Kinshasa ou Lubumbashi. Comment se passera le palpitant voyage d'un Italien portant un serpent mort en glacière ? Ne ratez pas le quatrième épisode, il y aura du saignant !

Lucien Mpama

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Les tendances sont à la baisse en RDC

Les agents de l'État appartenant à divers organismes de défense et de sécurité sont cités comme auteurs d'environ 65% du nombre total de violations enregistré en juillet.

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) a enregistré, au cours du mois de juillet, cent soixante-onze cas de violations des droits de l'Homme sur le territoire de la RDC. Les provinces les plus touchées sont celles de l'Est du pays qui totalisent cent vingt-sept-cas dont soixante-seize au Nord-Kivu, trente-cinq en Province Orientale et seize au Sud-Kivu. Toutefois, ces trois provinces ont connu une diminution du nombre de violations des droits de l'Homme par rapport au mois de juin 2014.

En ce qui concerne les provinces de l'ouest du pays, le BCNUDH a enregistré une légère diminution du nombre de violations des droits de l'Homme par rapport au mois de juin, passant de quarante-huit à quarante-quatre violations. Ce qui explique la tendance générale à la baisse observée par rapport au mois de juin qui avait atteint deux cent vingt-huit violations pour l'ensemble de la République contre cent soixante-onze au mois de juillet. « En général, le nombre de victimes qui ont résulté de ces violations a connu une baisse considérable au cours du mois de juillet, passant de six cent dix-neuf victimes à trois cent quatre-vingt-quatorze, soit une baisse de 36% », a relevé le BCNUDH.

Une fois de plus, les agents de l'État appartenant à divers organismes de défense et de sécurité sont cités comme les premiers auteurs de violations des droits de l'Homme avec environ 65% du nombre total enregistré en juillet 2014. Dans cette catégorie, les militaires des Forces armées de la RDC (Fardc) sont particulièrement indexés avec 35% des cas du nombre total de violations des droits de l'Homme suivi des agents de la PNC (27%). « Les militaires des Fardc et les agents de la Police nationale congolaise (PNC) restent aussi les principaux auteurs de violences sexuelles », a précisé le BCNUDH. Les combattants des groupes armés seraient responsables de soixante violations, soit 35% du nombre total de violations des droits de l'Homme enregistrées au mois de juillet.

Jeannot Kayuba

SANTÉ

Une équipe d'experts congolais à Djéba pour renforcer la lutte contre Ébola

Composée des épidémiologistes, des psychothérapeutes, des psychologues cliniciens, des spécialistes en assainissement, la délégation a quitté Kinshasa le 27 août aux environs de 15h au bord d'un avion affrété par le gouvernement avec des médicaments et autres matériels de protection pour organiser la riposte de l'épidémie dans la province de l'Équateur.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, qui a fait le déplacement à l'aéroport de Ndolo pour assister au départ de cette première équipe, lui a promis de la rejoindre dans 72h. Cette équipe d'experts congolais, explique le Dr Félix Kabange Numbi, est conduite par le directeur de la Direction chargée de la lutte contre la maladie au ministère de la Santé publique, le Dr Benoit Kebela. Celui-ci revient de la Guinée où il avait conduit une équipe de médecins congolais pour aider ce pays à organiser la riposte.

Cependant, le Dr Benoit Kebela est confiant. Il indique qu'il est possible de contenir cette épidémie et, par conséquent, d'arrêter la transmission du virus Ébola. « Nous avons organisé la même riposte en 2012 à Isiro en Province Orientale où sévissait une épidémie de la maladie à virus Ébola. Nous avons maîtrisé cette épidémie. Le grand défi

est celui d'arrêter la transmission du virus Ébola. Tout le monde nous regarde, nous étions parti en Guinée pour apporter de l'expertise, nous devons prouver que nous avons de l'expertise et le seul défi serait celui d'arrêter la transmission, nous devons arriver à éviter la propagation de la maladie. Ce défi sera relevé surtout que Boende est un coin qui a moins de contacts avec d'autres milieux. Je pense qu'avec cette faveur, nous arrêterons cette épidémie », a-t-il dit.

Selon le ministre de la Santé publique, le gouvernement a disponibilisé des moyens pour lutter contre l'épidémie. Car le grand défi sera la logistique. Et le gouvernement a expédié encore un autre lot important des médicaments et matériels de protection. Cela en plus des vélos et des motos sans oublier les appuis de partenaires tels que l'Unicef et l'OMS. Des statistiques depuis le début de l'épidémie, révèle le ministre de la santé publique, quarante-deux cas ont été signalés dont six confirmés au laboratoire, treize cas probables et vingt-trois cas suspects. Et treize décès dont cinq agents de santé ont été enregistrés, onze personnes sont actuellement isolées. Le Dr Félix Kabange Numbi précise aussi que six nouveaux prélèvements ont été faits en plus de huit déjà examinés et cent soixante-huit contacts sont identifiés et suivis.

Aline Nzuzi

STANDARD & POOR'S

La note de la RDC résiste malgré Ébola

Plusieurs pays africains, parmi lesquels le Congo démocratique, nouvellement infecté par une souche du virus différente de celle qui sévit actuellement en Afrique de l'Ouest et au Nigéria, n'ont pas connu d'impact sur leur notation, du moins à ce stade.

L'analyse de l'agence de notation Standard & Poor's concerne une vingtaine de pays dont elle assure la notation, notamment le Cameroun, le Nigéria, le Sénégal, la RDC et le Burkina Faso. Cette mise au point pour le moins inattendue faite le 27 août arrive au moment où les projections les plus crédibles confirment une révision à la baisse de la croissance économique dans les pays les plus touchés. Certes, les morts se comptent par milliers depuis le début de l'épidémie en décembre 2013, mais cela « n'a eu aucun impact immédiat sur la notation des vingt pays africains couverts par l'agence, notamment le Nigéria et la RDC où des cas d'infection ont été détectés ». Aussi l'épidémie est-elle « sans conséquences immédiates sur les notes souveraines attribuées aux



Le bâtiment de l'agence américaine Standard & Poor's

D'ailleurs, mis ensemble, ces trois pays effectuent des exportations représentant moins de 5%. Dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest, l'impact est également très faible. En effet, des pays comme le Sénégal et le Burkina Faso importent très peu de produits venant des trois pays touchés. De ce qui précède, l'on comprend dès lors que les conséquences sont mineures, malgré la fermeture des frontières terrestres de quelques pays de la sous-région pour arriver à contenir l'épidémie. Le dernier cas en date est celui du Séné-

dizaines de km de Boende, à 600 km de Mbandaka et 1200 km de Kinshasa, l'excentricité de la zone touchée située dans la province de l'Équateur pourrait aider à une progression réduite du virus. Le dispositif sanitaire placé autour de la zone touchée vient encore s'ajouter comme un autre atout important dans la réplique congolaise. Pour autant, cette clarification qui ne constitue pas en soi une notation peut aider à affaiblir la psychose qui gagne du terrain au jour le jour.

Laurent Essolomua

LIVRES

Jean-Claude Simon Biyoko présente ses deux ouvrages

Organiser et gérer les documents imprimés et La lecture et la culture de la paix sont les deux opus publiés par cet auteur, sous le label des éditions Feu Torrent, collection : Suis-je utile ?

La salle de lecture d'American Corner, située dans l'enceinte de la médiathèque de Kinshasa, a servi de cadre à la présentation des deux ouvrages publiés aux éditions Feu Torrent par Jean-Claude Simon Biyoko Mabua. Devant une assistance constituée non seulement des professeurs d'universités mais aussi des chercheurs et étudiants, l'auteur a expliqué le contenu de ses ouvrages qui, semble-t-il, constituera un abc pour certains et un rappel pour d'autres.

Dans le premier livre intitulé La lecture et la culture de la paix publié en juin de l'année en cours, l'auteur indique que savoir lire, c'est savoir l'essentiel sur le processus de l'acquisition des connaissances à tous les niveaux de l'éducation. En outre, il présente les moyens utilisés depuis l'antiquité jusqu'à ce jour pour rechercher la paix. Pour lui, depuis l'antiquité, la plupart des pays ont recouru à la violence. Ce qui explique la création des armées et l'achat des armes. Cette façon d'agir, pour l'auteur, a conduit le monde à la dérive. Dans cet ouvrage de soixante-dix pages préfacé par le Pr Antoine Owandjalola Welo, Jean-Claude Simon Biyoko expose les moyens pensés par l'Unesco pour cultiver la paix. Il cite l'éducation et la lecture qui, selon lui, sont des moyens efficaces pour cultiver la paix. Aussi faut-il que cette culture soit implantée dans le cœur des hommes pour y parvenir. Trois éléments concourent donc à la recherche de cette paix, notamment la compréhension, l'interprétation des écrits et son application.

Le second ouvrage intitulé Organiser et gérer les documents imprimés.



Jean-Claude Simon Biyoko, l'auteur des deux ouvrages

Manuel pour les nuls en Sciences et techniques documentaires fournit des renseignements utiles qui peuvent donner la possibilité à quiconque d'être en mesure de comprendre et d'exécuter les principales opérations documentaires.

Il s'agit de la collecte, du traitement et de la diffusion des imprimés au sein d'une institution universitaire. Préfacé par le Pr Fidèle Makiese Longa, ce livre de quatre-vingt-six pages donne la

possibilité aux lecteurs d'organiser les documents imprimés dans une bibliothèque et propose d'utiliser Microsoft Access 2007 pour la conservation des documents imprimés. Pour l'auteur, on ne peut pas dissocier les documents imprimés au document numérique.

Au cours de la présentation de l'ouvrage, l'auteur a expliqué que cet ouvrage permettra à tout celui qui entrera en sa possession de mieux organiser et gérer une bibliothèque avec le système traditionnel, de faire l'automatisation non pas seulement avec des logiciels propres à la bibliothèque, mais aussi avec Microsoft Access 2007 et comment passer du système traditionnel au système moderne.

Ancien enseignant d'anglais et d'éducation à la vie à l'ex-Institut de Makelele (Collège Saint-Miche de Bandal) à Kinshasa, Jean-Claude Simon Biyoko est bibliothécaire à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de communication depuis 1999.

Il est docteur Ph.D en droits de l'Homme, option éducation et culture de la paix de l'Université de Bangui en République centrafricaine.

Gypsie Oïssa Tambwe

KATANGA

Le district du Tanganyika en proie à l'épidémie de choléras

Des dizaines des cas ont été d'ores et déjà admis au Centre de traitement du choléra où ils sont pris en charge par l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

À peine que des efforts sont en train d'être consentis pour contenir la fièvre hémorragique d'Ébola qui sévit actuellement à Djéba en province de l'Équateur, une autre épidémie est à la porte de la RDC. Il s'agit du choléra qui vient de se déclarer dans les zones de santé de Kalemie et Nyemba, dans le nord du Katanga. C'est le commissaire de district du Tanganyika, Jean-Félix Ilunga Mpafu, qui en a fait l'annonce le 27 août assurant que jusque-là, aucun décès n'a heureusement été enregistré. Pourtant, la menace de l'épidémie est prise très au sérieux par les autorités provinciales du Katanga qui viennent d'enclencher une vaste campagne de sensibilisation en impliquant les leaders d'opinion et la presse locale. L'objectif est de mobiliser la communauté locale dans la lutte contre le choléra en mettant une emphase particulière sur le respect des règles élémentaires

d'hygiène. « C'est très inquiétant pour nous. Il n'y a que la population qui puisse nous aider à combattre cette épidémie de choléra, notamment se laver les mains avant et après les repas, avant et après les toilettes et après avoir salué les gens », a déclaré Jean-Félix Ilunga Mpafu cité par radio okapi.

La population est également exhortée à ne manger que des aliments cuits et de ne consommer que l'eau de la Régideso, ou de l'eau chlorée. La réunion du comité de crise, convoquée d'urgence afin d'arrêter des mesures pour limiter la propagation de cette maladie, a notamment insisté sur le respect de ces mesures par la population tout en la priant d'amener chaque cas constaté dans les centres de santé appropriés. La plupart des malades proviennent de la zone de santé de Nyemba, sur la rive droite de la rivière Lukuga, apprend-on.

Notons que des dizaines des cas ont été admis au Centre de traitement du choléra, où ils sont pris en charge par MSF. Depuis quatre semaines et demie, quatre-vingt-douze autres cas avaient été enregistrés.

Alain Diasso

MUSIQUE CHRÉTIENNE

L'album Vivre par la foi disponible à Kinshasa

Sorti en juillet dernier et en vente à la boutique Mezalina bordant l'avenue des Huileries, les mélomanes peuvent aussi se procurer le premier opus de la chanteuse gospel Glorytha en ligne via iTunes, amazon et deezer.com.



La pochette de l'album Vivre par la foi de Glorytha

Vivre par la foi comporte sept titres chantés en anglais, français lingala et swahili. De l'usage des deux langues locales, Glorytha dit avoir choisi de la sorte pour rappeler en quelque sorte ses origines congolaises. À ce commentaire livré dans une interview accordée à Radio Okapi, la chanteuse ajoute que son œuvre est porteuse d'un message d'espérance et de foi. Elle estime, en effet, qu'il faut « *savoir s'encourager soi-même, s'armer de courage et aller de l'avant* ». L'artiste venue de Lubumbashi a ainsi fait là allusion au temps mis pour la sortie de l'opus annoncé depuis l'an dernier.

Ayant de la prédilection pour le chœur dans son expression musicale, à ce propos elle confiait d'ailleurs au journaliste Jeannot Matwaki que sa particularité résidait dans la présence d'un « grand chœur ». Et Glorytha de poursuivre alors : « *Le chœur est très consistant* ». Comme c'est d'usage en gospel dans lequel elle dit : « *Je me baigne* ». Par ailleurs, Glorytha, se réjouit de l'ac-

cueil favorable réservé à l'album à Lubumbashi, sa ville natale. La chanteuse d'affirmer ici que « *pour un début, il y a beaucoup de satisfaction* ». Et de croire que la tendance ira s'améliorant encore avec le temps, elle espère que Kinshasa aura le même enthousiasme pour cet album dont les fidèles de l'Église Feu dévorant auront le privilège d'entendre certains titres, cette semaine, dans le cadre des festi-

tivités marquant le 11^e anniversaire de son existence. Pour l'occasion, l'assemblée chrétienne qui a pignon sur rue à quelques pas de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication entend donner le micro à certains autres chantres locaux à l'instar de Mike Kalambay, Frank Mulaja, Aimé Nkanu, L'Or Mbongo et Belly Ndongala.

Nioni Masela

DESSINS ANIMÉS

Koko Ntiri Ntiri s'offre une balade hors du journal télévisé en Lingala facile

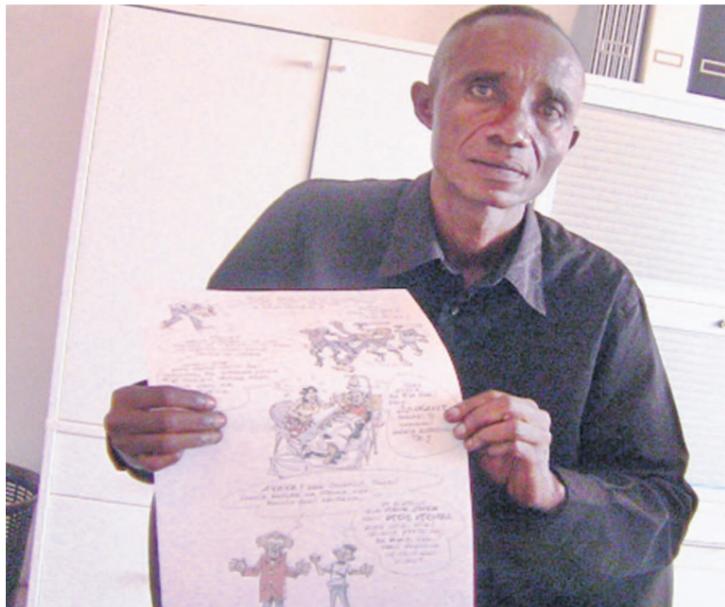
Djemba Djeis s'est résolu à réaliser un film d'animation autour du sacré personnage popularisé depuis quelques années par les caricatures qui mettent un point final aux éditions quotidiennes du renommé bulletin d'information.

Des extraits du nouveau dessin animé congolais qui a pour acteurs principaux Koko Ntiri Ntiri et son inséparable « Petit ya casquette » seront diffusés

au début du mois prochain. Ce sera au cours du premier salon des biens et services congolais Made in RDC qu'abritera le parking du Grand Hôtel du 4 au 6 septembre. L'évènement organisé dans le but de la promotion des entreprises et initiatives locales entend servir d'avant-première à la production de l'ASBL Kin Label coordonnée par le bédéiste Asimba Bathy. À l'annonce faite aux Dépêches de Brazzaville par le dessinateur susmentionné, l'auteur Djemba Djeis, membre à part entière du collectif Kin Label, a

fait part de son vœu personnel à faire évoluer son personnage hors du champ du dessin de presse. « *Jusqu'ici, Koko Ntiri Ntiri apparaît juste dans des petites séquences du Journal télévisé en Lingala facile (JTLF) où il fait la morale aux gens. Il n'est pas utilisé à des fins commerciales. Après le dessin animé, je crois qu'à la longue, je réaliserai aussi des albums de bande dessinée, c'est mon souhait* », a-t-il indiqué. Des propos confortés par Asimba qui a à son tour évoqué le fait que « *le processus est déjà en cours* ». Et le dessinateur de renchérir de la sorte : « *Les éditions du Crayon noir vont éditer un album de Koko Ntiri Ntiri. Il est en préparation, sa parution aura lieu d'ici peu* ». Et Djemba Djeis d'ajouter que la BD sera accompagnée d'un DVD du dessin animé à destination des plus jeunes. L'histoire de l'album en cours d'élaboration autour du duo Koko Ntiri Ntiri-« *Petit ya casquette* », nous a confié Asimba, « *n'a rien à voir* » avec les caricatures quotidiennes dans lesquelles ils s'affichent dans le JTLF depuis voilà cinq ans. C'est donc fort de la notoriété acquise dans les passages réguliers de ses personnages que le dessinateur Djemba Djeis s'est résolu à leur faire prendre l'air hors des bulles, question de voir si l'herbe est aussi verte qu'elle paraît l'être dans les nouveaux pâturages offerts par le dessin animé et un album entier.

Nioni Masela



Djemba Djeis montrant une planche du futur album de Koko Ntiri Ntiri

HANDBALL

Les participants des 1^{ères} JREHB constatent le dysfonctionnement de la Féhand

Les Premières journées de réflexion sur l'évolution du handball en République démocratique du Congo (1^{ères} JREHB) ont bel et bien eu lieu le 8 et le 9 août au Centre Bondeko dans la commune de Limete à Kinshasa.

Selon le rapport final de cette session de deux jours de réflexion sur le handball RD-congolais établi par les participants, l'on apprend que le handball en RDC a débuté à Kinshasa en 1965, avant de s'étendre dans la province du Katanga en 1968 et ensuite au Bandundu vers les années 1970. Les précurseurs de la balle dure en RDC sont, entre autres, Bihombele, Makamizile, Tshibangu Tshibo, Paul Makanzu, Léon Thangu, Bofenda, Falanda, Dr Lumingo pour la ville de Kinshasa, et Ilunga Mangenda Dikashi, Muteb Kaut, Mwalimu Ntumba, Pierre Mukinda, Maisa, Kajidi, Nganga, Lokombe au Katanga. Les opérateurs se recrutent dans les écoles et les entreprises publiques ou privées, sans l'intervention de l'État. Et le premier championnat national a été organisé en 1973 à Lubumbashi lors des deuxièmes Jeux congolais. C'est aux alentours des années 1990 que le handball s'est implanté dans les deux Kasai, avant le Bas-Congo en 2001.

À propos de l'organisation actuelle du handball, les participants ont constaté que seule une ligne est plus ou moins effective, en l'occurrence celle du Katanga avec les Associations (ententes) de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Concernant la ville de Kinshasa, ils ont relevé cinq équipes féminines, et une dizaine de clubs masculins évoluant dans une entente. L'autre constat amer des participants est celui des autres provinces où le handball n'existe pratiquement plus. Et cette situation pose clairement le problème de viabilité de la Fédération de handball de Kinshasa, au regard

de l'article 39 de la loi sportive du 24 décembre 2011 qui stipule qu'une fédération devra avoir en son sein au moins six ligues affiliées. Le rapport final des 1^{ères} JREHB remarque que « *les membres de la fédération s'illustrent dans le dysfonctionnement* », soulignant par exemple le cas d'une joueuse de Saint-Éloi de Kinshasa, transférée en Tunisie, puis en France, sans l'aval de son club d'origine, et le fait que « *certaines cadres nationales qualifiées sont écartées au bénéfice des étrangers en matière de stage à l'extérieur du pays* ». Dans la litanie des maux qui rongent le handball RD-congolais, les participants ont noté l'inexistence d'une structure administrative appropriée, d'un service d'affiliation, des commissions spécialisées, d'un programme d'action, le manque de direction technique, d'homologation des championnats, l'insuffisance de binôme d'arbitres sur le plan local, le manque de championnat des clubs d'âges, la dilapidation et détournement des fonds destinés à la participation des équipes représentatives de la RDC aux compétitions internationales. À ce sujet, les participants ont indiqué : « *Au total près de douze millions de dollars américains du Trésor public engloutis en douze années d'une gestion calamiteuse* ». Aussi ont-ils stigmatisé l'absence de comptabilité, de compte en banque, de budget et de bilans dans la gestion du handball congolais.

Au chapitre des résolutions de ces journées de réflexion sur l'évolution du handball rd-congolais, les participants soulignent la nécessité de créer une nouvelle fédération dénommée « *Fédération nationale congolaise de handball - Fénacohand* », avec la constitution d'un comité fédéral d'au moins quinze personnes. Cette Fédération s'attellera à remettre en selle le handball congolais sur la base d'une organisation rigoureuse.

Martin Engimo

LIVRES

Kin Kiese bientôt en librairie

Le recueil est l'œuvre du « *Moziki littéraire* » composé de Bibish Mumbu, Fiston Mwanza Mujila et Papy Maurice Mbwati.

Le collectif « *Moziki littéraire* » de la RDC est composé des auteurs-performeurs Marie-Louise Bibish Mumbu, Fiston Nasser Mwanza et Papy Maurice Mbwati. Ces trois auteurs vivent dans des pays différents, établissent entre eux un pont littéraire et échangent leurs préoccupations, leurs souvenirs sur les thèmes qu'ils ont choisis. Avant d'être un recueil de textes, Kin Kiese- Les écritures congolaises est une performance artistique, un défi de l'écrit, du dire, de l'écoute et du non-silence. Le spectacle a été joué en octobre 2013 lors de la 30^e édition du festival « *Les Francophonies en Limousin* ». À cette occasion, la création littéraire visait à inventer en direct pour recréer, dans le jardin où se tenait festival, une ambiance digne de la ville de Kinshasa, notamment le « *Bloc* » de Bandal. Cette création littéraire était faite de lectures, de jets de mots, d'images et de musiques. Le public pouvait notamment écrire des bouts de texte pendant le déroulé de la performance.

Dynamiques mouvements d'écriture

Le collectif d'auteurs congolais du « *Moziki littéraire* » a récemment pris part à Montréal au festival « *Dramaturgies en dialogue* » dont l'un des objectifs cette année était d'explorer les dynamiques mouvements d'écriture qui se développent sur les rives du fleuve Congo. Le collectif y a ainsi présenté la nouvelle mouture de son « *Moziki* ». En outre, le festival a également présenté un aperçu de



ce qui s'écrit en français à Kinshasa et à Brazzaville à travers les voix puissantes et singulières de Marie-Louise Bibish Mumbu avec l'œuvre « *Bibish de Kinshasa* »; Fiston Mwanza Mujila avec « *Et les moustiques sont des fruits à pépins...* » et Dieudonné Niangouna avec « *Bienvenue au Congo!* » et « *+ M'appelle Mohamed Ali* ». Le « *Moziki Littéraire* » a débuté en septembre 2011 lorsque Marie-Louise Bibish Mumbu, Fiston Nasser et Papy Mbwati se sont donné un rendez-vous pour écrire sur un même thème au même moment, quel que soit le lieu où ils se trouvent. Le premier thème exploité était La peur.

Patrick Kianimi

LIGUE DES CHAMPIONS

La Fédération tunisienne exige la délocalisation du match contre V.Club-CS Sfax

La présence de la fièvre hémorragique à virus Ébola en RDC est la toile de fond de la requête de la Fédération tunisienne de football de délocaliser le match aller de demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique de Kinshasa sur un terrain neutre.

La demi-finale aller de la 19e édition de la Ligue des champions d'Afrique entre l'AS V.Club et le Cercle Sportif Sfaxien de Tunisie est programmée pour le 20 septembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, avant le match retour à Sfax en Tunisie. Mais l'on apprend que la Fédération tunisienne de football (FTF) a exigé, le 26 août, que la Confédération africaine de football (CAF) puisse délocaliser la demi-finale aller sur le terrain neutre. Car la RDC est recensée parmi les pays atteints par la fièvre hémorragique à virus Ébola. « J'ai eu des contacts avec le ministère tunisien de la Jeunesse et des Sports, le ministère de la Santé et nous avons exigé auprès de la CAF (Confédération africaine de football) que le match

aller qui se jouera le 20 septembre au Congo entre le CSS et ASVC soit joué dans un pays neutre à cause du virus Ébola », a déclaré Chafik Jarraya, président de la Commission fédérale de la médecine sportive au sein de la FTF, à l'AFP. L'on note que certains pays africains ont fermé leurs frontières



V.Club accueillera



CS Sfaxien à Kinshasa

aux vols en provenance de l'Afrique de l'Ouest où a récemment resurgi l'épidémie. Le ministre de la Santé publique de la RDC, Félix Kabange Numbi a, dans une adresse à la Nation via les médias, insisté que le virus Ébola, certes présent dans la province de l'Équateur (à plus de 1000 km de la capitale), n'est pas à Kinshasa. Malgré cette annonce, une certaine psychose a gagné la capitale, mais sans gravité. Et la FTF a donc sauté sur l'occasion pour exiger la délocalisation du match contre V.Club qui a atteint la demi-finale de la Ligue des champions après plusieurs décennies. Mais à Kinshasa, l'opinion sportive fustige la démarche

de la Fédération tunisienne et de CS Sfax qui visiblement voudraient fragiliser V.Club déjà en dehors du terrain. Chacune de deux équipes doit avoir la chance d'évoluer devant son public, arguent les sportifs kinois. Quant à la crainte du club de Sfax par rapport à l'épidémie, un analyste sportif s'est posé la question de savoir pourquoi l'ambassade de Tunisie n'a pas rapatrié son personnel, ou ne s'est pas délocalisée dans une autre ville de la RDC ? Pourquoi les soldats tunisiens qui constituent la majorité du contingent militaire de la Mission des Nations unies pour la stabilisation au Congo continuent de circuler à Kinshasa ?

La CAF ne devra donc pas délocaliser la rencontre, d'autant plus le gouvernement congolais a pris des mesures qui s'imposent pour endiguer cette épidémie dans la province de l'Équateur.

L'on rappelle que dans l'autre demi-finale de la Ligue des champions, le TP Mazembe de Lubumbashi sera reçu le même week-end du 19, 20 et 21 septembre en Algérie par l'Entente Sétif.

Et c'est pour la première fois, dans l'histoire du football congolais, que deux clubs du pays se qualifient pour les demi-finales de la Ligue des champions et que l'on soit près d'une finale de la C1 africaine totalement congolaise.

Martin Engimo

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

PROCESSUS REDD+

Des femmes s'engagent

Les femmes du RDHD ont pris l'engagement de se constituer Femmes leader dudit processus. Elles ont pris part à la séance de restitution de l'atelier REDD+ /Sauvegardes faite par Majep Obama, coordinateur du Réseau Développement Humain Durable (RDHD), le 24 août à Pointe-Noire.



Une forêt victime de la déforestation à Pointe-Noire Crédit photo:«Adiac»

L'atelier a porté sur les principes, critères et indicateurs de sauvegarde de la REDD+ et a regroupé les représentants des administrations concernées et la société civile. Faisant la restitution des conclusions de la réunion REDD+/Sauvegardes, tenue à Pointe-Noire, Majep Obama, écologiste-chercheur, coordinateur du RDHD a dit : « Les sauvegardes environnementales et sociales retenues comme sixième résultat attendu pour la

consolidation des acquis de la REDD+ doivent être assimilées par les membres des Ong de nos plates-formes, telle que la RDHD et le CEFD-HAC. » Longtemps restées en retrait, les femmes du RDHD ont décidé de sortir de leur réserve pour affirmer clairement leur engagement d'accompagner le Processus REDD+. La sensibilisation au processus Redd+ et la vulgarisation auprès des communautés féminines des départements

de Pointe-Noire et du Kouilou font partie des engagements pris. Les mécanismes de Réduction d'émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD+) représentent une des meilleures alternatives à court terme pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi à minimiser les impacts des changements climatiques globaux.

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNAT NATIONAL DE GYMNASTIQUE

Les Ponténégrins affichent leur optimisme

Dans l'objectif de défendre valablement le département de Pointe-Noire et du Kouilou au championnat national prévu en septembre à Brazzaville, les animateurs des clubs de gymnastique de la ville océane s'activent dans la préparation afin de faire les dernières corrections.



Une gymnaste en suspension pendant la réalisation d'un saut «adiac»

Près de 15 gymnastes du Kouilou/Pointe-Noire participeront au championnat national de gymnastique à Brazzaville. Prévu initialement du 28 au 31 août, le championnat a été reporté par la Fédération congolaise de gymnastique (Fécogym) et la date reste à déterminer.

Décidés à clôturer la saison en beauté, les ponténégrins rencontrés le 27 août pendant la séance d'entraînements à l'école 31-décembre à Tié-Tié ont exprimé leur volonté de donner le meilleur d'eux-mêmes pour occuper les premières places devant les gymnastes de la Cuvette Ouest, de la Sangha, du Niari, la Lékoumou et de Brazzaville. « Malgré les difficultés non moins négligeables des préparatifs, nous avons l'espoir de décrocher des médailles dans toutes les catégories comme nous l'avons toujours fait », a indiqué Béranger Nzita, l'un des entraîneurs de Pointe-Noire qui sera représenté en seniors, juniors et les

plus jeunes. Les encadreurs techniques des clubs de Pointe-Noire ont souligné quelques désagréments liés aux quotas des compétiteurs définis par la fédération. « Nous avons trois clubs de gymnastique à Pointe-Noire. Emmener 12 enfants dans les trois catégories confondues, c'est insignifiant par rapport au nombre de gymnastes que nous avons et cela peut frustrer certains enfants qui figureraient déjà dans les premières listes au risque même de les perdre définitivement », s'est inquiété un autre entraîneur qui demande au président

de la Fédération de revoir ces quotas à la hausse comme cela était annoncé au départ. « Nous approchons petit à petit des Jeux africains de Brazzaville. Je pense qu'il est important de donner la chance à tous les jeunes de s'exprimer afin de permettre aux techniciens de retenir les meilleurs qui vont défendre les couleurs de la nation en 2015 », a-t-il ajouté. Notons enfin qu'en marge de cette compétition sera organisé un séminaire de formation des entraîneurs et des juges.

Charlem Léa Legnoki

LUTTE CONTRE LE BOIS ILLÉGAL

Les propriétaires des dépôts appelés à s'impliquer

Le phénomène de coupe illégale du bois prend de l'ampleur et inquiète les autorités de l'Économie forestière.

« L'exploitation forestière doit être accompagnée des documents délivrés par des services compétents », a expliqué Michel Mbebelé. Il s'agit selon lui de mieux garantir les ressources forestières et préserver l'environnement. En d'autres termes, les détenteurs des dépôts de bois ne devraient

Pour y faire face, le nouveau directeur départemental de l'Éco-



Michel Mbebelé

nomie forestière à Pointe-Noire a dit impliquer les responsables des dépôts de vente. La question a été au centre de son échange avec la presse locale, le jeudi 28 août. « Le département de Pointe-Noire ne bénéficie pas d'une superficie importante du bois ligneux. L'économie forestière ne peut jouer pleinement son rôle que si, en amont, la vente de bois illégale est respectée par les vendeurs à travers l'ensemble du département. Chaque produit issu de

vendre uniquement que du bois issu des coupes légales c'est-à-dire autorisées par les administrations compétentes. « Il existe dans les forêts congolaises plusieurs produits non ligneux provenant de la faune et de la flore qui revêtent une importance majeure pour la gestion de l'économie forestière », a-t-il conclu. Michel Mbebelé a pris officiellement la tête de ce département le 24 juillet 2014.

Séverin Ibara

ORIENTATION UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNELLE

Près de 2000 participants attendus au forum

La ville de Pointe-Noire va abriter les 29 et 30 août, la première édition du forum de l'orientation universitaire et professionnelle. L'initiative vient de l'association perspectives d'avenir qui depuis sa création s'est donnée comme préoccupation la formation et l'emploi des jeunes.

Cette première édition, connaîtra la participation des universités nationales et internationales et d'environ trente instituts publics et privés. Au total, près de 2000 participants sont attendus et beaucoup plus des élèves et étudiants issus des milieux défavorisés.

En effet, ce forum se désigne comme étant une plate-forme qui permet aux entreprises publiques et privées ainsi qu'aux élèves et étudiants de se retrouver ensemble. Durant deux jours, ces deux parties vont confronter leurs regards sur les réalités et les questions d'orientation et d'emploi des jeunes.

Ce rendez-vous annuel consiste également à proposer aux étudiants des différentes filières dans lesquelles ils pourront s'insérer en fonction de leurs intérêts et de leur parcours scolaire. C'est aussi, une occasion pour les plus méritants de décrocher une bourse ou d'intégrer le monde du travail.

Ce forum d'une importance capitale est organisé, à Pointe-Noire, par la fondation perspectives d'avenir en partenariat avec la chambre consulaire.

Notons que cette fondation s'est fixée comme objectifs : la promotion et le développement de l'éducation et la formation des jeunes ; le renforcement de leurs capacités par la qualification et la professionnalisation ainsi que leur insertion professionnelle et socio économique.

Prosper Mabonzo

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

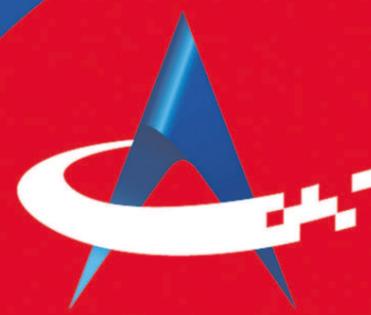
WARID
S  **-V-NGA**

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

 www.waridtel.cg  04 400 01 23 ou 123



WARID
Passer à l'action

MOTS FLÉCHÉS N°039

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°039

AISANCES	POUSSER AU FOND BÊTE OU HOMME BÊTE	PROPRE À L'ÉTÉ	COMME UN FRUIT TROP MÛR	COMPLET	DIT DES MOTS	QUI SE RAPPORTENT À NOS PENSÉES
ÉNERVÉS		ÉTAT D'EUROPE	CATA-PULTAI		LIEUX DE CLASSES	
POUSSÉE À AGIR				PLIE		
GARNI DE ROSES				CONSCIEN-CES		
			COUPE LA HAIE			
			IL MET EN APPÉTIT			
DILEMME POUR UN PRINCE DANOIS	AMENA À UN AUTRE NIVEAU			GRUPE DE SPORTIFS MATIERE PLASTIQUE		
		MESURE DE COURANT BOÎTE PROTECTRICE				MISE ENTRE DEUX PAGES
GRANDE PUISSANCE	RÉVISÉES			ESCOUCHÉ		
	ADOUBER			PROCHE DE LA DAURADE		
		BALLON D'ESSAI OU ESSAI DE BALLON... CRI		PARTIE DU YEN EFFET DE TRAVAIL MANUEL		A REÇU UN COUP AU CŒUR
MAISON À MOTEUR	AVANT L'ÉGYPTE ACTUELLE C'EST LA RUPTURE		APPARUS	GRUPE SOCIAL TRÈS FERMÉ SOMMET		
					GRUPE DE CHEFS MILITAIRES BONNE ACTION	
BREVET D'ÉTAT DOUCEMENT TOUCHÉE		TYPE DE SOCIÉTÉ		L'ÉPOUSE DU FILS		
		VISSÉ		COUP DE FROID		
				ESPÈCE ANIMALE EXPRESSION DE SURPRISE		
ANCIENNE PARTIE DE L'ALLEMAGNE	BANDE DE PAPIER PEINT INTIME		ÉTAT DES MORMONS		C'EST JUSTE AVEC RAC	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
		STATION DE RADIO		CRIÉ HAUT ET FORT SAPEUR-POMPIER		
OCRÉES				QUI M'APPARTIENT		
BIEN SOUDÉ						
		ANCIEN MARI OU AMANT		DANS LE PORTE-MONNAIE		

> FACILE

	7			8	9	2	4	
	9	3			2		8	1
8	5		6			3		
7				3			5	2
5	8		2	7	6		3	9
3	2			9				8
		7			8		1	3
9	3		1			8	2	
	1	8	9	4				7

> MOYEN

7	2			6				3
	1	8	3		4			7
		6		7				
2	7	1			8		4	
	5						9	
	8		1			2	7	5
				4		7		
8			7		2	5	3	
1			8			9		2

> DIFFICILE

	3			2	4		6	7
5			1					2
	6					3		
7					1	9	8	
6								1
	1	3	9					5
		6					7	
4					2			9
9	2		5	7			3	

MOTS CROISÉS N°039

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

> HORIZONTALEMENT 1. Elle était prête à louer pour connaître la vie de château. - 2. Homme des plateaux. Petits ruisseaux. - 3. Elle illumine un éclaircur. Problèmes de circulation. - 4. Équipe le bâtiment. Article espagnol. Pronom réfléchi. - 5. Vallée marine. Elles mènent leur petit monde à la baguette. - 6. Au milieu. Espèce de veine. Il se répond à lui-même. - 7. Partie d'un bon pied. Même bien sa barque. - 8. Porter gravement atteinte. - 9. Il a trouvé fortune au fond d'un puits. Roche abrasive. - 10. Reprend du poids.

> VERTICALEMENT A. Homme des tavernes. - B. Petit instrument de musique à vent. Pour un avocat. - C. Vieille clé. Possessif. À bonne distance. - D. Voyage gratuit. Centre de la commune. - E. Expédia *ad patres*. Réalisent. - F. Qui ne possède aucun fondement. Roue à gorge de poulie. - G. Cité à Paris. Jeu de cartes. - H. Il permet la soudure. Périodes d'essais en entreprise. - I. Elles sont prêtes pour le bain. Difficiles à avaler. - J. Un arrêt obligatoire pour le chauffeur de Saint-Louis.

MOTS À MOTS N°039

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- LOUP + RADE = P _ _ _ _ _
- TRUC + VILE = _ _ _ T _ _ _
- LOCH + PAIN = _ _ _ _ _ O _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°038

G	A	A	A	A	U	K					
C	O	N	F	E	S	S	I	O	N	A	C
M	O	I	S	S	O	N	E	C	R	U	
A	M	I	N	C	I	S	S	E	S	T	R
U	R	A	D	I	N	C	A	U			
H	T	A	R	U	M	T	O	T	A	L	
A	D	I	P	E	U	S	E	T	U	E	
A	T	E	L	E	G	O	S	I	E	R	S
E	L	E	R	I	C	R	I	A			
F	U	I	R	I	R	P	A	N	S	E	
R	E	A	N	T	P	O	N	T	G		
U	S	V	I	E	I	L	L	I	S	A	
P	I	E	M	A	E	T	A	L			
C	R	A	N	M	A	T	I	N	A	L	
P	L	E	N	U	M	O	N	G	L	E	
T	R	E	S	A	S	E	E	T	E	S	

SUDOKU N°038

1	4	2	8	9	7	6	3	5
9	3	5	2	6	4	1	8	7
6	8	7	1	5	3	2	9	4
3	7	8	6	2	9	4	5	1
4	2	1	7	8	5	9	6	3
5	9	6	3	4	1	7	2	8
8	5	4	9	7	2	3	1	6
7	1	9	5	3	6	8	4	2
2	6	3	4	1	8	5	7	9

MOTS CROISÉS N°038

A	S	S	E	R	M	E	N	T	E
S	A	P	E	U	A	A	R		
S	U	B	I	T	E	S	U	S	
I	N	C	O	R	O	L	L	E	
S	A	C	E	M	U	I	S		
T	I	R	E	B	O	T	T	E	
A	S	E	T	I	E	R	S		
N	O	V	A	A	R	T	A		
A	N	E	M	O	N	E	A	U	
T	R	E	N	T	R	A	N	T	

6	7	4	8	9	5	3	1	2
5	9	3	1	2	7	6	8	4
8	2	1	6	4	3	7	5	9
4	3	9	5	7	2	1	6	8
7	1	6	4	8	9	2	3	5
2	5	8	3	6	1	9	4	7
1	6	7	9	5	4	8	2	3
9	8	5	2	3	6	4	7	1
3	4	2	7	1	8	5	9	6

MOTS À MOTS N°038

1/ RENOUVEAU - 2/ HORTENSIA - 3/ SANG-FROID.

PRÉPARATIFS DES JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

Les sportifs congolais suscitent l'espoir

L'Afrique vient d'abriter une série de compétitions. Il s'agit principalement des 15^{es} championnats d'Afrique de karaté qui se sont déroulés du 9 au 10 août au Sénégal et des autres compétitions organisées en Namibie au mois de mai dernier. Du Karaté à l'athlétisme en passant par la gymnastique et les luttes associées, les Diables rouges ne sont pas rentrés bredouilles comme en témoignent les quinze médailles qu'ils arborent fièrement.

Le ministre des Sports et de l'éducation physique les a reçus le 27 août pour leur exprimer sa joie et son espoir que le pays place en eux. « Nous avons en ligne de mire les 11e Jeux africains de Brazzaville qui vont s'organiser en 2015. C'est un élément important qui doit permettre aux jeunes sportifs congolais de mieux se préparer afin de maximiser leurs chances de réussite et de glaner un maximum de médailles à ce grand événement sportif. C'est à ce juste titre que la quête aux performances sportives et aux bons résultats devient une préoccupation majeure... », a expliqué Léon Alfred Opimbat. Sur le chemin des compétitions, les athlètes congolais ont donné quelques motifs d'espoir. Les Karatékas congolais ont récolté trois médailles au Sénégal. La prestigieuse médaille d'or a été remportée par Nardy Bikoka Mbako au Kumité. Ses coéquipiers de la diaspora Bazalé et Mbounda Aimé se sont respectivement contentés de la médaille d'argent et de bronze.



Léon Alfred Opimbat recevant les médailles et les présidents des fédérations (Photo Adiac)

Plaidoyer pour le placement des athlètes dans les grands centres de formation

Outre le karaté, la plupart des fédérations plaident pour le placement des athlètes dans les grands centres de formation en vue de garantir les chances

des médailles. Visiblement les premiers essais sont concluants en gymnastique et en athlétisme. En Gymnastique par exemple, la politique a fait évoluer les gymnastes congolais en un temps record. Depuis 2011 deux athlètes ont participé au

ba sur les cinq ramenées des 13^{es} championnats d'Afrique de gymnastique disputés du 27 avril au 2 mai en Namibie. Les quatre autres médailles sont de bronze remportées en individuel et en équipe respectivement par Mika Gotier Mar-

sé les minimas exigés de la CAA et IAAF grâce à son placement dans un centre de Fus de Rabah. Avec ses 18,74m, Franck Elemba est en préparation pour représenter pour la deuxième fois l'Afrique à la coupe continentale de l'athlétisme de l'IAAF du 17 septembre à Marrakech.

« Pour permettre à notre athlète d'obtenir la médaille d'or à Brazzaville, nous comptons sur la mobilisation des sponsors et autres mécènes », a lancé le président de la fédération congolaise d'Athlétisme, Mounga Sembé. Des médailles ont été également gagnées, en luttes associées, notamment quatre dont deux en or et deux en argent lors des Jeux africains de la jeunesse à Gaborone au Botswana puis quatre de bronze aux championnats d'Afrique seniors qui se sont déroulés du 25 au 30 mars à Tunis. « Ces jeunes sportifs ont hissé très haut le drapeau national et fait retentir l'hymne national La Congolaise sous d'autres cieux. Ils doivent être félicités de même que leurs encadreurs... Nous sommes conscients que nous n'avons pas encore atteint les cimes du sport africain, même si nous sommes convaincus qu'ensemble nous avons fait quelques pas », a reconnu Léon Alfred Opimbat. Le cap doit être maintenu pour atteindre l'ambition de gagner les médailles.

James Golden Eloué

championnat de France et ont fait une prestation honorable, selon le témoignage de François Bakana, président de la Fécogym. C'est donc grâce à ce placement que la Fécogym a gagné une médaille d'argent par l'entremise de Mercia Massam-

tha et Shiva Mbanzoulou. En athlétisme, les performances de Franck Danique Elemba Owaka ont été encourageantes. Médaille de bronze au 19e championnat d'Afrique au Maroc, il a battu plusieurs fois le record du Congo. Le Congolais a réali-

BRIN D'HISTOIRE

Extra Musica

En 2013, le vingtième anniversaire de l'orchestre Extra Musica, bon pied bon œil, a donné lieu à des situations ubuesques sur des petites considérations de préséance. Cet orchestre déboule sur la scène musicale, au début des années 90. L'hagiographie officielle indique qu'Extra Musica est né en 1993, sur les cendres de Suco Music. Feu Arsène Mondjo en est, en réalité, l'initiateur, autour d'un noyau initial composé de Régis Touba (chanteur), Kila Bongo (animateur) Guy Guy Fall (chanteur), Roga Roga (guitariste), Espé Basse (bassiste), Durrel Loemba (guitariste), Ramatoulaye (batteur), Achille Akouala (percussionniste) et Christian Ambe (chanteur intermittent). Arrivent ensuite Quentin Moyascko, Oxygène, Doudou Copa et Herman Gassaky. Le groupe anime, au départ, les veillées mortuaires de quartier, à Ouenzé ; une première sur la rue Bangangoulou, puis une seconde chez la famille Depo permettent au public de découvrir le nouveau groupe.

C'est le producteur Naf Nafy qui organise le premier concert public

d'Extra Musica, à l'Espace Tp à Mpi-la. Le groupe intègre ensuite une mutuelle dénommée Amicale internationale, animée par Guy Mbouala, Waché Hilaire. Edgard Nguesso en est le président d'honneur. C'est dans ces circonstances que le frère de ce dernier, le nommé Dénide, découvre ce groupe et produit son premier album, Les Nouveaux Missiles. Cet Opus place, d'entrée de jeu, Extra Musica, parmi les groupes qui comptent sur l'échiquier musical congolais et africain. Le prix Ngwomo Africa qu'il remporte en 1996, dans le sillage de la sortie de son opus, le propulse sur la scène internationale. Il est désigné meilleur groupe africain en 1997. Il récidive en 1999, avec le trophée Tropical African Award.

Extra Musica, la différence bon pied bon look, aurait eu 20 ans en 2013. Mais, dès la fin des années 90, il éclate en mille morceaux ; d'où, les controverses qui ont entouré les commémorations ratées de l'année dernière. Les protagonistes ayant fait montre d'un manque d'humilité. Les conflits d'égos ont fini par gâcher

la fête et ternir ce qui aurait pu être une magnifique occasion de retrouvailles.

Extra Musica, la différence bon pied bon œil, groupe prometteur, n'a pu donc échapper au syndrome bien congolais de dislocation des groupes. Il connaît une scission avec le départ de Guy Guy Fall, Quentin Moyascko, Pinochet Thierry et Durrel Loemba qui créent l'orchestre Extra Musica international. En 1999, Guy Guy Fall claque la porte d'Extra Musica International. Il crée Quartier Général. Pour Roga Roga et son Extra Musica Zangul, le 21ème siècle s'ouvre avec les Koras, distinction musicale, décernée à Johannesburg, par Ernest Adjovi. Son orchestre est désigné meilleur groupe africain, en même temps qu'il reçoit le prix spécial du président de la République du Congo. Quelques transfuges de l'orchestre Extra Musica International, Régis Touba, Durrel Loemba, Cyrille Malonga et Pinochet Thierry abandonnent Quentin Moyascko et États-Unis. ZI International naît de cette scission.

Après le départ de Doudou Copa, de

l'équipe de Roga Roga, c'est au tour de Sylvain Mbon dit Oxygène, Ros-sène, Papy Bastin, Kairson Saddam (chanteurs), Typhoïde (animateur) et Baudouin (claviériste), de quitter Extra Musica Zangul, en 2004. Les dissidents montent l'orchestre Universal Zangul que quitte quelques temps après, Papy Bastin. Il monte son propre groupe, les Jetliens.

En 2010, Régis Touba, qui avait retrouvé Roga Roga, le quitte à nouveau. Plus grave est le départ d'Herman Gassaki, l'inconditionnel soutien de Roga Roga et l'une des pièces maîtresses de l'orchestre Extra Musica Zangul.

Roga Roga, malgré ces désertions, tient bon. Extra Musica Zangul, de toutes les excroissances du noyau originel, est, sans conteste, la branche la plus dynamique. À son actif, de nombreux albums : Confirmation, Ouragan, État Major, Shalai, Trop c'est trop, La main noire, etc. En toute logique, Roga Roga est le dépositaire de la marque Extra Musica, au vu de l'actualité musicale.

Mfumu